

Le français, un facteur de convergence attitudinale et comportementale ?

Philippe Chassé
Département de science politique
Université McGill, Montréal

15 décembre 2020

Mémoire présenté à l'Université McGill en vue de l'obtention de la maîtrise ès arts (M.A.) en
science politique

© Philippe Chassé, 2020

Table des matières

Liste des annexes	ii
Liste des tableaux.....	ii
Résumé.....	iii
Abstract.....	iv
Remerciements.....	v
Note sur l’analyse et l’interprétation des données	vi
Note sur la terminologie utilisée	vi
Introduction.....	1
L’immigration au Québec	3
Vers une immigration francophone.....	3
Portrait de la population immigrante aujourd’hui	5
La littérature sur les attitudes et les comportements politiques des immigrants québécois.....	8
Théoriser l’influence des pratiques linguistiques sur les attitudes politiques des immigrants....	8
L’identité et les préférences politiques des immigrants québécois	9
Les habitudes de participation politique des immigrants québécois	12
Objectifs et hypothèses	13
Données et méthodologie.....	18
Les valeurs politiques des immigrants québécois.....	25
En 2014	25
En 2019	29
L’identité et les préférences politiques des immigrants québécois.....	32
En 2014	32
En 2019	38
La participation politique des immigrants québécois	42
En 2014	42
En 2019	47
Conclusion	50
Références.....	55

Liste des annexes

Annexe A : Codification des variables (Projet sur la diversité provinciale de 2014).....	62
Annexe B : Codification des variables (Étude électorale canadienne de 2019)	65
Annexe C : Tableau 3 (avec le nombre de contextes)	68
Annexe D : Différences entre les valeurs politiques.....	69
Annexe E : Tableau 7 (avec le nombre de contextes).....	70
Annexe F : Tableau 7 (avec l’opinion des immigrants à l’égard de la <i>Charte des valeurs</i>).....	71
Annexe G : Tableau 13 (avec le nombre de contextes)	72
Annexe H : Tableau 13 (avec le nombre de contextes de discrimination)	73

Liste des tableaux

Tableau 1A : Statistiques descriptives (Projet sur la diversité provinciale de 2014).....	19
Tableau 1B : Statistiques descriptives (Étude électorale canadienne de 2019)	20
Tableau 2 : Valeurs politiques des citoyens québécois (2014).....	26
Tableau 3 : Modèles statistiques (1 à 6).....	28
Tableau 4 : Valeurs politiques des citoyens québécois (2019).....	30
Tableau 5 : Modèles statistiques (7 à 12).....	31
Tableau 6 : Identité et préférences politiques des citoyens québécois (2014).....	33
Tableau 7 : Modèles statistiques (13 à 18).....	35
Tableau 8 : Prédiction (modèles statistiques 13 à 18).....	36
Tableau 9 : Identité et préférences politiques des citoyens québécois (2019).....	39
Tableau 10 : Modèles statistiques (19 à 24).....	40
Tableau 11 : Prédiction (modèles statistiques 19 à 24).....	41
Tableau 12 : Habitudes de participation politique des citoyens québécois (2014).....	43
Tableau 13 : Modèles statistiques (25 à 30).....	45
Tableau 14 : Habitudes de participation politique des citoyens québécois (2019).....	48
Tableau 15 : Modèles statistiques (31 à 36).....	49

Résumé

À l'aide des données du Projet sur la diversité provinciale de 2014 et de l'Étude électorale canadienne de 2019, cette recherche analyse l'impact des pratiques linguistiques sur les attitudes et les comportements politiques des citoyens québécois qui sont issus de l'immigration. Plus précisément, elle examine si les immigrants qui utilisent le français sur une base quotidienne ont des valeurs, des préférences et des habitudes de participation politique qui s'apparentent à celles de la population majoritaire francophone du Québec. Bien que d'autres chercheurs se soient précédemment intéressés au lien entre l'usage du français et les préférences politiques des nouveaux arrivants et de leurs descendants, cette étude se distingue en prenant en considération le possible effet modérateur de l'affiliation religieuse sur les attitudes des immigrants à l'égard de la communauté politique québécoise. Elle contribue, de même, à approfondir la littérature sur la population immigrante du Québec en étant la première à se pencher sur la relation entre la langue française et les habitudes de participation politique des néo-Québécois. Ses résultats indiquent que les pratiques linguistiques influencent de manière statistiquement significative les attitudes qu'adoptent les immigrants à l'égard du Québec, du débat sur l'indépendance et du Parti libéral du Québec. Ils laissent également présager que les immigrants qui parlent français à la maison, au travail et avec leurs amis sont plus enclins que les autres à voter lors des élections législatives québécoises.

Mots clés : Québec, immigration, langue française, attitudes politiques, comportements politiques.

Abstract

Using individual-level data from the Provincial Diversity Project (2014) and from the 2019 Canadian Election Study, this research analyses the impact of linguistic practices on Québec immigrants' political attitudes and behaviours. More precisely, it examines whether immigrants who use French on a daily basis have similar political values, preferences, and participation habits to those of other French-speaking Quebecers. Although other scholars have previously investigated the relationship between the use of the French language and the political preferences of first- and second-generation immigrants, this study makes a novel contribution to the literature by being the first to consider the possible moderating effect of religious affiliation on the attitudes of immigrants towards the Québec political community. It also contributes to the literature on the Québec immigrant population by being the first to examine the relationship between the use of the French language and immigrants' political participation habits. Results show that linguistic practices have a statistically significant influence on immigrants' attitudes towards Québec, the debate on independence, and the Québec Liberal Party. They also suggest that immigrants who speak French at home, at work, and with their friends are more likely than others to vote in Québec legislative elections.

Key words: Québec, immigration, French language, political attitudes, political behaviour.

Remerciements

Quoiqu'un seul nom figure sur la page titre de ce manuscrit, la rédaction de ce mémoire de maîtrise n'aurait guère été possible, n'eût été le soutien indéfectible et les conseils judicieux d'innombrables personnes. Je souhaite donc exprimer ma gratitude la plus sincère envers celles et ceux qui m'ont accompagné tout au long de cette étape importante de mon parcours universitaire. Dans un premier temps, je tiens à remercier mon superviseur, le professeur Éric Bélanger, qui, par ses connaissances approfondies de la sociologie politique, a su me guider au cours des multiples étapes de ma recherche. Son écoute, tout comme sa bienveillance et son calme, m'a été d'une grande aide lors des moments où j'ai douté de la méthodologie, de la terminologie, des résultats — bref, d'un peu de chaque aspect de mon mémoire. Je lui suis reconnaissant de m'avoir transmis l'amour de la science politique et l'envie de consacrer ma carrière à la recherche.

Dans un deuxième temps, je tiens à remercier le professeur Daniel Béland et la professeure Dietlind Stolle, qui ont généreusement accepté de lire ma proposition de recherche. Leurs commentaires m'ont aidé à peaufiner le cadre théorique de mon analyse et, je crois, à remettre un projet plus convaincant dans l'ensemble. J'aimerais, de même, témoigner toute ma reconnaissance à la professeure Elisabeth Gidengil et au professeur Aaron Erlich. Chacun à leur façon, ils ont contribué à rendre mon parcours à la maîtrise stimulant et enrichissant d'un point de vue intellectuel. Je tiens aussi à remercier chaleureusement le département de science politique de l'Université McGill de m'avoir attribué la très généreuse bourse Guy-Drummond. L'échange étudiant que j'ai eu l'occasion de faire à l'Institut d'études politiques de Paris a, sans contredit, été l'une des expériences les plus exceptionnelles de ma vie.

Sur une note plus personnelle, je tiens à remercier mes parents de nous avoir offert, à ma sœur et moi, un contexte propice à notre épanouissement. En accordant de la valeur aux projets qui nous tenaient à cœur, et ce, peu importe leur nature, vous nous avez laissé le plus beau legs qui soit : la chance d'être heureux. Finalement, je ne pourrais oublier celle qui connaît chaque virgule de ce mémoire aussi bien que moi. Nour, merci d'avoir été à mes côtés au cours de cette période exigeante de ma vie. Sans toi, je ne crois pas que j'y serais parvenu.

Note sur l'analyse et l'interprétation des données

Cette étude repose sur les données du Projet sur la diversité provinciale de 2014, lesquelles ont été collectées par Antoine Bilodeau, Luc Turgeon, Ailsa Henderson et Stephen White (2019) et sur celles de l'Étude électorale canadienne de 2019, lesquelles ont été collectées par Laura Stephenson, Allison Harell, Daniel Rubenson et Peter Loewen (2020a ; 2020b). L'auteur est entièrement responsable de l'analyse et de l'interprétation des données. Les fichiers nécessaires pour répliquer les résultats de cette étude sont disponibles à l'adresse Web suivante :

https://github.com/philippechasse/Fichiers_Le_francais_un_facteur_de_convergence_attitudinale_et_comportementale

Note sur la terminologie utilisée

Afin de faciliter la lecture du texte, nous utilisons le terme « francophones » pour désigner les citoyens québécois qui ne sont pas issus de l'immigration et qui ont le français comme langue maternelle et le terme « anglophones » pour désigner les citoyens québécois qui ne sont pas issus de l'immigration et qui ont l'anglais comme langue maternelle. Pour désigner les citoyens québécois qui sont issus de l'immigration, nous utilisons alternativement les termes « immigrants » et « néo-Québécois ».

De ce grand pays solitaire
Je crie avant que de me taire
À tous les hommes de la terre
Ma maison, c'est votre maison
Entre ses quatre murs de glace
Je mets mon temps et mon espace
À préparer le feu, la place
Pour les humains de l'horizon
Et les humains sont de ma race

Gilles Vigneault

Introduction

La langue française est l'un des piliers de la politique du gouvernement du Québec en matière d'immigration. Non seulement la francisation des nouveaux arrivants est considérée comme nécessaire pour assurer la pérennité du fait français en Amérique du Nord, mais, en outre, elle est perçue comme un moyen d'intégrer adéquatement les immigrants au tissu social québécois (Robert, 2005). Par conséquent, le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration du Québec met divers programmes à la disposition des néo-Québécois. Il offre, à titre d'exemple, des cours de français gratuits à toute personne immigrante âgée d'au moins 16 ans. Ces cours peuvent être suivis au Québec comme à l'étranger et sont, dans certains cas, accompagnés d'une allocation de participation (Gouvernement du Québec, 2020b). Les efforts du gouvernement québécois pour promouvoir l'apprentissage de la langue de Molière, de pair avec l'adoption de la *Charte de la langue française* — laquelle stipule que les enfants des nouveaux arrivants doivent fréquenter l'école francophone — et la mise en place de critères de sélection qui privilégient les candidats qui maîtrisent déjà le français, ont considérablement modifié le portrait linguistique de la population immigrante du Québec au cours des dernières années. Cette dernière, autrefois majoritairement anglophone, est maintenant en grande partie francophone.

Alors qu'aujourd'hui, plus de 80 pour cent des immigrants qui résident au Québec connaissent la langue française (Office québécois de la langue française, 2016), il est à se demander si l'intégration linguistique des néo-Québécois est vectrice d'une convergence entre les valeurs, les préférences et les habitudes de participation politique de la population immigrante et celles de la majorité francophone. En d'autres mots, les immigrants qui utilisent le français quotidiennement ont-ils des attitudes et des comportements politiques qui s'apparentent à ceux des autres citoyens francophones du Québec ? Les principales études qui se penchent sur les préférences politiques des immigrants indiquent qu'en règle générale, les néo-Québécois sont plus enclins à être attachés au Canada, à s'opposer à l'indépendance du Québec et à appuyer les partis libéraux provincial et fédéral que les francophones (Bilodeau, 2013 ; Bilodeau et Kanji, 2010 ; Bilodeau et coll., 2010 ; Lavoie et Serré, 2002). Les attitudes et les comportements politiques de ces citoyens seraient, de ce fait, relativement semblables à ceux de la minorité anglophone du Québec (voir Bélanger et Nadeau, 2009 ; 2012 ; Blais et Nadeau, 1984 ; Nadeau et Bélanger, 2013). Quelques travaux soulignent toutefois que l'usage de la langue française réduit partiellement les différences attitudinales qui séparent les immigrants de la majorité francophone du Québec : plus

les néo-Québécois parlent français, plus ils sont susceptibles d'être attachés au Québec, de se sentir Québécois d'abord et d'être en faveur de l'indépendance (Bilodeau, 2016 ; Bilodeau et coll., 2010 ; Lavoie et Serré, 2002)¹. Or, l'ensemble de ces études s'appuie sur des données qui ont été collectées avant 2013. Depuis, la relation entre la communauté politique francophone du Québec et les personnes qui sont issues de l'immigration a grandement évolué, particulièrement en raison de la *Charte des valeurs québécoises* proposée par le gouvernement de Pauline Marois (Parti québécois), de la *Loi sur la neutralité religieuse* du gouvernement de Philippe Couillard (Parti libéral du Québec) et de la *Loi sur la laïcité de l'État* du gouvernement de François Legault (Coalition avenir Québec). En effet, ces trois projets de loi, qu'ils aient été adoptés ou non, ont chacun soulevé l'ire des minorités religieuses, dont de nombreux membres sont issus de l'immigration². Selon Manaï (2018), ils ont, notamment, contribué à exacerber l'impression que les Québécois étaient hostiles aux immigrants de confession musulmane, un groupe de citoyens de plus en plus populaire et en grande partie francophone.

La présente recherche repose sur les données du Projet sur la diversité provinciale de 2014 (Bilodeau et coll., 2019) et sur celles de l'Étude électorale canadienne de 2019 (Stephenson et coll., 2020a ; 2020b). Elle se divise en trois parties distinctes. Dans un premier temps, nous brosons un portrait général des valeurs des immigrants québécois de première et de deuxième génération³. Cette section nous permet, entre autres, d'en apprendre plus sur les personnes qui choisissent de s'établir au Québec et sur leurs descendants. Sont-ils aussi différents des autres Québécois que le laissent entendre certains chroniqueurs (voir Wong, 2011) ? Est-ce que leurs opinions face à certains enjeux résultent de leurs pratiques linguistiques ? Dans un deuxième temps, nous nous penchons sur l'identité et les préférences politiques des néo-Québécois. Nous

¹ Une étude de Bélanger et Perrella (2008) indique également que les jeunes immigrants dont la langue maternelle est le français sont légèrement plus enclins à appuyer l'indépendance du Québec que les jeunes immigrants dont la langue maternelle est l'anglais ou une autre langue. Elle apporte toutefois quelques nuances aux travaux de Beaulieu (2003) et de Lavoie et Serré (2002) en démontrant que les jeunes allophones — lesquels ont généralement fréquenté une école française en vertu de la *Charte de la langue française* — n'ont pas nécessairement la même attitude face à l'indépendance que les jeunes francophones. En effet, les jeunes allophones qui s'identifient comme Québécois d'abord, tout comme ceux qui sont davantage attachés au Québec qu'au Canada, sont moins susceptibles d'être en faveur de l'indépendance que les jeunes francophones qui en font de même.

² Quoique les données de l'étude de Bilodeau (2016) aient été récoltées après la crise des accommodements raisonnables — un ensemble de controverses entourant les pratiques religieuses qui eurent lieu entre 2006 et 2008 et qui menèrent à la mise sur pied d'une commission de consultation publique en 2007 —, l'auteur ne prend pas en considération le possible effet modérateur de l'affiliation religieuse sur les préférences politiques des immigrants.

³ Le terme « première génération » désigne les personnes qui sont nées à l'extérieur du Canada, tandis que le terme « deuxième génération » désigne les personnes qui sont nées au Canada et dont l'un des deux parents est né à l'extérieur du Canada (Statistique Canada, 2011).

analysons si, comme le mentionnent les études qui ont été publiées précédemment (Bilodeau, 2016 ; Bilodeau et coll., 2010 ; Lavoie et Serré, 2002), les attitudes politiques des immigrants de première et de deuxième génération qui utilisent le français dans leur vie quotidienne convergent, encore aujourd'hui, vers celles de la population francophone. Finalement, nous examinons les habitudes de participation politique des citoyens qui sont issus de l'immigration. Ceux-ci sont-ils aussi enclins à voter, à contacter un élu, à prendre part à une manifestation, à signer une pétition ou à boycotter un produit que les autres Québécois ? Si tel n'est pas le cas, est-ce que les néo-Québécois qui sont intégrés linguistiquement sont plus susceptibles de prendre part à la vie citoyenne que ceux qui ne le sont pas ? La méthodologie de cette section est, à notre connaissance, inédite dans l'ensemble des ouvrages qui portent sur les comportements politiques des néo-Québécois.

À une époque où plus d'un citoyen québécois sur huit est né à l'étranger (Institut de la statistique du Québec, 2018), il nous apparaît plus que jamais pertinent de nous intéresser aux rapports entre les immigrants et la communauté politique québécoise. Nous estimons que notre recherche, en plus de contribuer à approfondir la littérature sur la population québécoise qui est issue de l'immigration, permettra d'entrevoir si le français est, au même titre que d'autres langues ailleurs dans le monde, un facteur de convergence attitudinale et comportementale.

L'immigration au Québec

Vers une immigration francophone

Quoique l'immigration soit l'une des deux seules compétences constitutionnelles partagées entre le gouvernement fédéral et les provinces canadiennes depuis la Confédération (l'autre étant l'agriculture), il fallut attendre le début des années 1960 pour que le gouvernement québécois se préoccupe réellement de cet enjeu (Piché, 2003). Avant la Révolution tranquille — période au cours de laquelle le Québec entreprit de nombreuses réformes, notamment sur le plan institutionnel —, la sélection des nouveaux arrivants était surtout perçue comme l'apanage d'Ottawa et, plus généralement, du Canada anglais. L'immigration francophone était d'ailleurs négligeable ; alors que plus de 60 pour cent des immigrants qui furent accueillis au Canada dans les vingt années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale maîtrisaient l'anglais, seuls trois pour cent maîtrisaient le français (Daniel, 2006). Les personnes qui s'établissaient en sol québécois étaient principalement

originaires de l'Europe du Sud et, dans une moindre mesure, de l'Europe de l'Est (Piché, 2003). Si l'anglais n'était pas forcément leur langue maternelle, les immigrants avaient toutefois tendance à se tourner vers cette langue lors de leur arrivée au Québec, entre autres en raison de sa prédominance dans le milieu des affaires (90 pour cent d'entre eux selon le recensement de la population de 1961)⁴. Pour les néo-Québécois de l'époque, la langue de Shakespeare était gage de meilleurs emplois et d'une meilleure intégration dans le contexte nord-américain majoritairement anglophone (Levine, 1991 ; voir aussi Boissevain, 1970).

L'intérêt du gouvernement québécois pour l'immigration se manifesta au moment où la diminution du taux de natalité des francophones, l'une des conséquences de la sécularisation de la société québécoise, menaçait l'équilibre démographique qui caractérisait la province depuis le début du XXe siècle (Piché, 2003). Selon la classe politique néonationaliste récemment portée au pouvoir, la baisse du poids démographique des francophones, de pair avec l'intégration des allophones à la communauté anglophone, mettait en péril l'influence politique du Québec dans la fédération canadienne (Behiels, 1991). Pour renverser cette tendance, les libéraux de Jean Lesage, à la demande de l'opposition unioniste, mirent sur pied le Service d'Immigration du Québec, lequel devait établir quels étaient les besoins de la province en matière d'immigration. Celui-ci fut supplanté par un ministère à part entière quelques années plus tard, en 1968.

La décennie suivante fut ponctuée par l'attribution de plus en plus de pouvoir en matière de sélection et d'intégration des immigrants à l'Assemblée nationale. À partir de 1971, des agents d'immigration québécois purent intégrer certaines ambassades canadiennes en vertu de l'Accord Lang—Cloutier, le premier accord intergouvernemental portant sur le partage des compétences en matière d'immigration. Leur rôle se limitait alors à offrir de l'information aux candidats potentiels (et à ceux déjà retenus par les agents d'immigration fédéraux) à propos de la vie au Québec (Kostov, 2008). Quatre ans plus tard, en 1975, les gouvernements provincial et fédéral signèrent une nouvelle entente, l'Accord Andras—Bienvenue, laquelle stipulait que les agents d'immigration du Canada devaient désormais prendre en considération l'avis de leurs collègues québécois lorsqu'ils sélectionnaient les immigrants qui allaient s'établir au Québec (Kostov, 2008). Le but de cette entente était surtout d'assurer que plus de francophones immigreraient au Québec. Finalement, en 1978, l'Entente Cullen—Couture permit au gouvernement québécois d'établir ses propres critères de sélection et de choisir seul ses immigrants indépendants (Daniel, 2006).

⁴ Rapporté dans Behiels (1991).

Alors en posture de mettre sur pied une politique d'immigration en bonne et due forme, le gouvernement du Québec adopta un système de points privilégiant l'immigration francophone. Celui-ci est toujours en vigueur à ce jour et attribue un maximum de 16 points aux candidats qui maîtrisent le français et un maximum de 6 points à ceux qui maîtrisent l'anglais (Gouvernement du Québec, 2020a). La création de ce système de points eut pour effet de changer radicalement le portrait général de la population immigrante de la province, d'autant plus que depuis le début des années 1990, l'Assemblée nationale est, en vertu de l'Accord Gagnon-Tremblay—McDougall, responsable de la sélection et de l'accueil de la quasi-totalité des personnes qui s'établissent en sol québécois (Gouvernement du Québec, 1991). Aujourd'hui, le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (2018) estime qu'un peu plus de 50 pour cent des immigrants connaissent le français au moment de leur arrivée au Québec (contre environ 35 pour cent dans les années 1970). Les origines culturelles des néo-Québécois sont, de même, plus diversifiées qu'auparavant : au fil des années, les pays où une grande partie de la population est francophone, comme l'Haïti, le Liban, le Maroc ou encore l'Algérie, sont devenus d'importants bassins de l'immigration québécoise.

Les années 1970 furent également marquées par l'adoption de la *Charte de la langue française*. Bien qu'elle soit principalement connue pour ses dispositions concernant l'affichage en français, la « loi 101 » eut aussi des répercussions sur l'intégration des immigrants à la société québécoise. En rendant obligatoire l'enseignement primaire et secondaire en français pour les enfants des nouveaux arrivants, l'Assemblée nationale changea de manière pérenne les pratiques linguistiques des néo-Québécois. Tandis qu'en 1971, seulement 14,6 pour cent des jeunes allophones fréquentaient une école francophone, l'Office québécois de la langue française (2017) évalue qu'aujourd'hui, plus de 85 pour cent des jeunes allophones étudient en français. Qu'importe la langue que parlaient ses parents lors de leur arrivée au Québec, la grande majorité des immigrants issus de la deuxième génération qui ont entamé leurs études après 1977 connaît, ainsi, le français.

Portrait de la population immigrante aujourd'hui

La population immigrante du Québec se distingue de celles de l'Ontario et de la Colombie-Britannique — les deux autres provinces canadiennes qui accueillent le plus de nouveaux arrivants par année —, en particulier en ce qui a trait à la diversité de ses origines culturelles. Alors qu'environ

la moitié des immigrants de première génération de l'Ontario et de la Colombie-Britannique est originaire de l'Asie (48,5 pour cent et 61,0 pour cent respectivement), seul environ le quart des néo-Québécois est natif de ce continent (Statistique Canada, 2017). Il n'y a pas de groupe culturel que l'on pourrait qualifier de « majoritaire » au Québec. Dans les faits, quatre continents forment à part quasi égale le bassin de l'immigration québécoise : l'Europe (28,5 pour cent), l'Asie (26,6 pour cent), les Amériques (22,7 pour cent) et l'Afrique (22,1 pour cent). Entre 2011 et 2016, les cinq principaux pays de naissance des immigrants québécois étaient, dans l'ordre, la France, l'Haïti, l'Algérie, le Maroc et la Chine (Statistique Canada, 2017). Cette statistique change néanmoins d'année en année, notamment en fonction du contexte politique international. En 2018, à titre d'exemple, la Chine, la France, l'Iran, l'Algérie et la Syrie étaient les cinq principaux pays de naissance des immigrants québécois (Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, 2018).

Les personnes qui s'établissent au Québec le font d'abord et avant tout pour intégrer le marché du travail. Peu importe l'année, l'immigration économique est, sans conteste, la catégorie d'immigration la plus importante (généralement autour de 60 pour cent des nouveaux arrivants). Suivent ensuite les catégories du regroupement familial (généralement autour de 25 pour cent des nouveaux arrivants) et des réfugiés (généralement autour de 12 pour cent des nouveaux arrivants)⁵. Les immigrants de première génération sont, par conséquent, légèrement plus jeunes que les autres citoyens québécois ; l'âge médian des nouveaux arrivants est de 43 ans, tandis que l'âge médian de la population non immigrante du Québec est de 44,1 ans. Les immigrants de deuxième génération sont, pour leur part, considérablement plus jeunes que les autres Québécois. L'âge médian de ce groupe de citoyens est, en effet, de 22 ans (Statistique Canada, 2017).

En raison des critères de sélection instaurés par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, la population immigrante du Québec est très scolarisée. Lors du dernier recensement de la population, lequel a eu lieu en 2016, 39 pour cent des néo-Québécois âgés de 25 à 64 ans détenaient un diplôme universitaire. Cette proportion grimpait à 50,5 pour cent lorsque seuls les immigrants arrivés depuis moins de cinq ans étaient pris en considération. À titre comparatif, uniquement 22,3 pour cent de la population québécoise qui n'est pas issue de l'immigration détenait un diplôme universitaire à pareille date (Statistique Canada, 2017). Or, de nombreuses

⁵ Ces statistiques ont été calculées à l'aide des données du recensement de la population de 2016 (Statistique Canada, 2017).

études démontrent que malgré leurs compétences, les immigrants de première génération peinent à trouver un emploi dans le domaine dans lequel ils ont été formés (Girard et coll., 2008 ; Kilolo Malambwe, 2017). Le taux de chômage est, de même, plus élevé chez les nouveaux arrivants et leurs descendants que chez les autres citoyens du Québec (Bouarbat et Connelly, 2013 ; Bouarbat et Ebrahimi, 2016). Plusieurs facteurs seraient à l'origine de cette réalité, comme le manque de reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger, ou encore la discrimination lors de l'embauche (Beauregard et coll., 2019 ; Girard et coll., 2008).

Comme cela est également le cas ailleurs au Canada, la plupart des nouveaux arrivants qui s'établissent au Québec choisissent de s'installer dans la principale agglomération de la province. Près de 86 pour cent des immigrants québécois habitent dans la région métropolitaine de recensement de Montréal (environ 51 pour cent de la population québécoise), laquelle comprend l'ensemble des municipalités de l'île de Montréal, les villes de Laval et de Longueuil, ainsi que la grande banlieue montréalaise (Statistique Canada, 2017). La deuxième région métropolitaine de recensement la plus peuplée au Québec, laquelle comprend les villes de Québec et de Lévis, ainsi que les municipalités avoisinantes (environ 10 pour cent de la population québécoise), a une population immigrante beaucoup moins importante. Effectivement, seuls 4 pour cent des citoyens québécois qui sont issus de l'immigration y résident (Statistique Canada, 2017).

Finalement, même si, comme nous l'avons mentionné précédemment, plus de 80 pour cent des néo-Québécois connaissent le français, il n'en demeure pas moins que les pratiques linguistiques des immigrants sont très diversifiées. Selon l'Office québécois de la langue française (2016), 15,1 pour cent de la population immigrante ne connaissent que l'anglais et 24,7 pour cent ont l'anglais comme première langue officielle (cette proportion monte à 37,8 pour cent lorsque seuls les immigrants arrivés avant 1981 sont pris en considération). Environ le tiers des immigrants affirment que le français est la langue qu'ils utilisent le plus souvent à la maison et 11,6 pour cent affirment qu'ils utilisent à la fois le français et une autre langue à la maison. Les néo-Québécois qui ne parlent jamais le français lorsqu'ils sont à leur domicile ne se tournent pas nécessairement vers l'anglais. Le pourcentage d'immigrants qui utilisent cette langue à la maison est peu élevé (13,5 pour cent), la plus grande partie (38,7 pour cent) des personnes qui sont issues de l'immigration préférant utiliser une langue qui n'est ni l'anglais ni le français avec les membres de leur famille (Office québécois de la langue française, 2016). En 2016, les cinq principales langues non officielles que parlaient les immigrants à la maison étaient, dans l'ordre, l'arabe, l'espagnol, le

créole, l'italien et le mandarin (Statistique Canada, 2017). Bien que l'anglais soit utilisé plus fréquemment au travail qu'à domicile, le français reste la langue la plus utilisée par les néo-Québécois dans le cadre de leur métier ; au travail, 55,9 pour cent des immigrants parlent français de façon prédominante, 16,1 pour cent parlent autant le français que l'anglais et 23,5 pour cent parlent l'anglais de façon prédominante (Office québécois de la langue française, 2016).

La littérature sur les attitudes et les comportements politiques des immigrants québécois

La littérature ayant rapport avec le sujet de notre recherche peut être divisée en trois parties. La première partie constitue en quelque sorte le cadre général de notre analyse et englobe les études qui laissent présager que l'intégration linguistique pourrait avoir un effet sur les attitudes politiques des immigrants. La deuxième partie, pour sa part, englobe les études qui se penchent sur l'identité et les préférences politiques des néo-Québécois. Finalement, la troisième partie englobe les études qui traitent des facteurs qui influencent les personnes qui sont issues de l'immigration à prendre part ou non à la vie citoyenne du Québec et du Canada.

Théoriser l'influence des pratiques linguistiques sur les attitudes politiques des immigrants

Les travaux fondamentaux de l'École de Columbia stipulent que les rapports interpersonnels jouent un rôle prépondérant dans le développement des valeurs personnelles et des préférences politiques (Berelson et coll., 1954 ; Huckfeldt et Sprague, 1987 ; Lazarsfeld et coll., 1968). Selon les tenants de cette approche théorique, les électeurs acquièrent leurs connaissances sur la politique par le biais de leurs réseaux sociaux. Ils peuvent être influencés par les membres de leur famille, comme par leurs amis ou leurs collègues de travail (Zuckerman, 2005). Les groupes que les électeurs fréquentent ont, par conséquent, un impact important sur leurs attitudes et leurs comportements politiques. À titre d'exemple, Levine (2005) montre que l'affiliation partisane d'un citoyen est, au même titre que son opinion à l'égard de l'avortement, du droit des femmes et de l'aide gouvernementale offerte aux minorités, influencée par les personnes qu'ils côtoient sur une base quotidienne. D'autres études révèlent, quant à elles, que les attitudes politiques d'une personne reflètent souvent la culture politique de l'endroit où elle habite. Les résultats de recherches menées au Royaume-Uni (Johnston et Pattie, 2005) et aux États-Unis d'Amérique (MacKuen et Brown, 1987) indiquent, à ce sujet, que la façon dont les citoyens évaluent les candidats et les partis politiques, tout comme la façon dont ils votent, se rapprochent souvent de celle qui prévaut

dans leur quartier, voire dans leur région. Glaser et Gilens (1997), pour leur part, trouvent que lorsqu'ils déménagent du Sud vers le Nord — ou vice versa —, les États-Uniens ont tendance à modifier leur perception de la minorité afro-américaine et des programmes gouvernementaux qui lui sont dédiés en fonction des opinions qui sont généralement véhiculées dans ces régions.

Un phénomène similaire pourrait avoir lieu au Québec. Dans cette éventualité, la frontière culturelle ne se tracerait pas autour de limites géographiques, mais plutôt autour des deux principales communautés linguistiques québécoises : les francophones et les anglophones. Effectivement, au Québec, le rôle de la langue française outrepassé les propriétés véhiculaires qui sont inhérentes à toutes les langues ; le français, aux dires de l'historien Jocelyn Létourneau (2002, p. 87), « permet aussi de dire, de rappeler et de se remémorer une identité particulière, voire de (re)connaître le roman national franco-québécois. » En conséquence, les immigrants qui utilisent cette langue, quoiqu'ils puissent être exclus de l'endogroupe par certains Québécois en raison de leur accent distinct, seraient plus susceptibles de comprendre et de partager l'opinion de la population francophone que les immigrants qui utilisent l'anglais ou leur langue maternelle. Au fil de leurs interactions quotidiennes avec d'autres Québécois qui parlent français, ils adopteraient, petit à petit, des préférences qui ressemblent de plus en plus à ceux des francophones. Il en serait de même principalement pour les enjeux à propos desquels les attitudes politiques des francophones diffèrent de celles des anglophones, comme le sentiment d'appartenance, l'identité, ou encore l'appui à l'indépendance du Québec (Bilodeau, 2016).

L'identité et les préférences politiques des immigrants québécois

Le Canada, au même titre que la Belgique ou le Royaume-Uni, est une société d'accueil hétérogène : les frontières qui délimitent son territoire ne sont pas que politico-administratives, elles sont aussi socioculturelles. Ses dix provinces possèdent des identités politiques distinctes et l'une d'elles, le Québec, est l'hôte d'un fort mouvement nationaliste. Conséquemment, les individus qui immigreront au Canada, contrairement à ceux qui élisent domicile dans des pays unitaires comme la France, peuvent développer un sentiment d'appartenance envers deux communautés politiques différentes (Banting et Soroka, 2012 ; Gagnon et coll., 2003). Bilodeau et coll. (2010) notent à ce sujet que les nouveaux arrivants qui s'établissent au Québec sont significativement plus attachés au Canada que la moyenne québécoise. En revanche, les auteurs soulignent que tous les immigrants ne préfèrent pas forcément le Canada au Québec. Plusieurs néo-Québécois ont,

effectivement, un attachement aussi marqué pour leur province que pour la fédération canadienne. Néanmoins, rares sont ceux qui s'attachent davantage au Québec qu'au Canada (Bilodeau et coll., 2010). Dans un rapport rédigé pour l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP) quelques années plus tard, Bilodeau et coll. (2015) parviennent à la même conclusion en utilisant un échantillon uniquement composé de citoyens québécois issus d'une minorité visible. Il semble donc que cette tendance soit, somme toute, plutôt stable.

À la différence des autres nouveaux arrivants canadiens, les individus qui immigreront au Québec sont aussi amenés à se prononcer sur la question nationale. Les articles qui se sont penchés sur l'appui à l'indépendance des néo-Québécois sont unanimes : les immigrants anglophones et allophones sont considérablement plus enclins à s'y opposer que la moyenne québécoise (Bélanger et Perrella, 2008 ; Bilodeau et Kanji, 2010). Lavoie et Serré (2002) indiquent que pour nombre d'entre eux, l'indépendance « menace la stabilité du régime politique canadien de perturbations [...] semblables à celles qu'ils ont fuies en quittant leur pays d'origine » (Lavoie et Serré, 2002, p.59). Les chercheurs qualifient ce comportement de « vote bloc » ; peu importe son statut socio-économique ou son positionnement sur l'échelle gauche-droite, la majorité des nouveaux arrivants rejette le projet souverainiste. Les travaux de Lavoie et Serré (2002) et de Beaulieu (2003), comme d'autres études plus récentes (Bilodeau, 2016), montrent cependant que les préférences des immigrants qui maîtrisent la langue française convergent légèrement vers ceux de la majorité de la population québécoise. En effet, les nouveaux arrivants qui utilisent le français à la maison, au travail ou avec leurs amis développent un plus fort sentiment d'appartenance envers le Québec que ceux qui utilisent l'anglais ou une langue tierce (Bilodeau, 2016). Ils sont également plus enclins à appuyer l'indépendance (Bilodeau, 2016).

Comme pour les autres citoyens québécois (Bélanger et Nadeau, 2009 ; 2012), les préférences constitutionnelles et les comportements électoraux des personnes qui sont issues de l'immigration sont intrinsèquement liés. Les immigrants anglophones et allophones, puisqu'ils sont généralement réfractaires à l'idée que le Québec forme un pays, sont fortement moins susceptibles d'appuyer le Parti québécois — une formation politique qui promeut activement l'indépendance du Québec — que la population majoritaire francophone (Lavoie et Serré, 2002). Étant donné qu'ils sont moins hostiles au projet souverainiste, les immigrants qui connaissent le français sont plus portés à appuyer le Parti québécois que ceux qui ne connaissent pas cette langue. Dans l'ensemble, toutefois, la population immigrante du Québec se range principalement derrière

le Parti libéral du Québec au niveau provincial et derrière le Parti libéral du Canada au niveau fédéral. Il est possible que tel soit le cas en raison du fait que ces formations politiques jouissent d'un avantage substantiel auprès des immigrants d'origine non européenne et des minorités visibles (Bilodeau, 2013 ; Bilodeau et Kanji, 2010 ; Blais, 2005). En 2012, à titre d'exemple, 46,2 pour cent des Québécois issus d'une minorité visible affirmaient avoir soutenu le Parti libéral du Québec lors du dernier scrutin provincial, alors que seuls 25,8 pour cent des autres Québécois affirmaient avoir fait de même (Bilodeau, 2013). La langue parlée à la maison expliquerait environ six pour cent de cet écart : les minorités visibles qui parlent l'anglais ou une autre langue lorsqu'ils sont à leur domicile sont, à l'instar des Québécois anglophones et allophones, fortement plus enclines à appuyer les libéraux provinciaux (Bélanger et Nadeau, 2009 ; 2012 ; Bilodeau, 2013 ; Blais et Nadeau, 1984 ; Nadeau et Bélanger, 2013). Selon Bilodeau (2013), les valeurs politiques et le sentiment identitaire à l'égard du Québec expliqueraient, pour leur part, un autre sept pour cent de l'écart entre les minorités visibles et les autres citoyens. À notre connaissance, aucune étude ne prend en considération l'impact des pratiques linguistiques sur la propension des immigrants à appuyer les libéraux fédéraux.

Le temps écoulé depuis la publication des principales études sur l'identité et les préférences politiques des néo-Québécois n'altère en rien leur pertinence ; cela dit, il pourrait compromettre la validité de leurs résultats. Entre le moment où les données de l'article de Bilodeau (2016) ont été collectées (2012) et aujourd'hui, l'Assemblée nationale du Québec a tenté de légiférer sur la laïcité de l'État à trois reprises. En 2013, le gouvernement de Pauline Marois a proposé d'adopter la *Charte des valeurs québécoises*, un projet de loi qui aurait interdit à tous les fonctionnaires de l'État québécois d'arborer un signe religieux sur leur lieu de travail ; en 2017, l'Assemblée nationale a adopté la *Loi sur la neutralité religieuse*, laquelle prohibe le port d'un vêtement qui dissimule le visage à tous les fonctionnaires de l'État québécois ainsi qu'aux citoyens qui reçoivent un service public ; et finalement, en 2019, elle a adopté la *Loi sur la laïcité de l'État*, laquelle interdit le port de signes religieux aux fonctionnaires en position d'autorité coercitive et aux enseignants qui exercent leur profession dans un établissement public. Même si ces trois projets de loi ne visaient pas une communauté religieuse en particulier, plusieurs acteurs de la société civile ont affirmé qu'en pratique, leur adoption aurait surtout des retombées néfastes sur la qualité de vie des femmes de confession musulmane qui portent le voile islamique (voir Bélair-Cirino, 2018 ; CFQM, 2019 ; Corriveau, 2019 ; Daoust-Boisvert, 2013).

Manai (2018), bien qu'elle ne précise pas si ces projets de loi ont eu des répercussions sur les préférences politiques des néo-Québécois, souligne que le débat sur la laïcité de l'État a affecté les citoyens de confession musulmane de façon pérenne. Selon elle, les propos islamophobes qui ont été tenus par certains citoyens et chroniqueurs (voir Nadeau et Helly, 2016 ; Nadeau et coll., 2016) ont créé un fossé entre les musulmans et la communauté politique québécoise, exacerbant par le fait même le sentiment déjà présent que les personnes de confession musulmane n'étaient pas les bienvenues au Québec (Bakali, 2015 ; Ferhi, 2013 ; Manai, 2018). Il est donc envisageable que les immigrants qui adhèrent à la foi musulmane, même s'ils utilisent le français quotidiennement, aient des attitudes politiques qui divergent de celles des autres immigrants, d'où la nécessité de tenir compte de l'affiliation religieuse des répondants, ce qu'aucune étude n'a encore fait. Il est, en effet, tout à fait probable qu'en raison des politiques adoptées par l'Assemblée nationale du Québec, ces citoyens soient désormais plus enclins que les autres à préférer la communauté politique canadienne à la communauté politique québécoise⁶. Ainsi, l'affiliation religieuse agirait à titre de variable modératrice entre la connaissance de la langue française et les préférences politiques des néo-Québécois.

Les habitudes de participation politique des immigrants québécois

Un rapport préparé par l'Institut pour la citoyenneté canadienne (2015) montre qu'en général, les nouveaux arrivants qui s'installent au Canada sont moins susceptibles de prendre part à des activités politiques que les autres citoyens canadiens. Ce n'est, à titre d'exemple, qu'un très faible pourcentage d'entre eux qui font du bénévolat au cours d'une campagne électorale (7 pour cent, contre 17 pour cent pour la population canadienne en générale) ou qui participent à une manifestation (14 pour cent, contre 22 pour cent pour la population canadienne en générale)⁷. Or, les personnes immigrantes ne forment pas un bloc monolithique. Gidengil et Roy (2016) précisent qu'au Canada, les immigrants qui sont issus d'une minorité visible sont moins enclins à être

⁶ Il est à noter qu'une étude de Bilodeau et coll. (2015) utilise les données du Projet sur la diversité provinciale de 2014 (un jeu de données que nous utilisons également), lesquelles ont été collectées dans les mois qui ont suivi le dépôt de la *Charte des valeurs québécoises* par le Parti québécois. Or, celle-ci n'examine que la relation entre la langue maternelle et les préférences politiques des immigrants (et ne prend en considération que l'âge, le sexe, l'éducation et le statut d'emploi des répondants). Elle ne permet donc pas de déterminer si les immigrants de confession musulmane — voire ceux qui se disent religieux — sont plus susceptibles que les autres de préférer la communauté politique canadienne à la communauté politique québécoise.

⁷ Ce même rapport (ICC, 2015) montre toutefois que les nouveaux arrivants sont plus susceptibles de faire du bénévolat pour un organisme communautaire que les autres Canadiens.

engagés dans la vie politique canadienne que les autres immigrants, notamment en raison du fait qu'ils résident habituellement dans ce pays depuis moins longtemps. Au Québec, Bilodeau (2017) trouve qu'en fonction de leur relation avec la population majoritaire, les personnes qui sont issues d'une minorité visible choisissent des moyens différents pour interagir avec la communauté politique québécoise. Celles qui sont parfois victimes de discrimination votent moins que les autres, mais elles sont plus portées à manifester, à signer une pétition et à prendre part à un boycottage. De ce fait, nos analyses devront tenir compte de l'hétérogénéité des expériences vécues par les immigrants québécois pour isoler correctement l'effet des habitudes linguistiques sur la participation politique.

Dans un autre ordre d'idées, les résultats de l'étude de Gidengil et Roy (2016) laissent présager que les néo-Québécois qui parlent français pourraient être plus enclins que les autres à prendre part à la vie politique de leur province. En effet, ceux-ci révèlent que les immigrants canadiens qui ne maîtrisent ni l'anglais ni le français sont moins susceptibles de discuter de politique avec leur entourage et de se joindre à des activités politiques contestataires. Les travaux de Gidengil et Stolle (2009), de leur côté, démontrent que les immigrantes qui ne parlent pas l'une des deux langues officielles du Canada sont moins enclines que les autres à participer de manière dite non conventionnelle. Il semble donc possible qu'au Québec, où la langue de la population majoritaire est le français, les immigrants anglophones aient des comportements comparables à ceux des allophones à l'échelle canadienne. En étant incapables de comprendre la langue dans laquelle se déroule la politique provinciale et une partie de la politique fédérale, ils n'auraient pas accès à toutes les informations et les connaissances qui pourraient faciliter leur participation politique (Ramakrishnan, 2005). Ils se verraient, de plus, exclus des réseaux sociaux au sein desquels la vie politique québécoise s'organise.

Objectifs et hypothèses

L'objectif premier de notre recherche est de déterminer si le français, en plus d'être la principale langue d'usage au Québec, est un facteur de convergence attitudinale et comportementale pour les immigrants québécois. En d'autres termes, nous tentons de répondre à la question suivante : l'intégration linguistique entraîne-t-elle automatiquement une convergence entre les valeurs, les préférences et les habitudes de participation politique des immigrants et celles de la majorité francophone ? Il convient de noter que notre étude n'est pas motivée par quelque visée normative que

ce soit. Il n'est effectivement pas de notre ressort de juger s'il est souhaitable ou non que les nouveaux arrivants adoptent des préférences politiques analogues à ceux des citoyens dont la langue maternelle est le français. Ainsi, nous limitons la portée de notre analyse à la relation entre les pratiques linguistiques et les attitudes et les comportements politiques des néo-Québécois et évitons d'émettre tout commentaire normatif.

La première étape de notre recherche consiste à identifier les valeurs politiques auxquelles les immigrants québécois adhèrent. Nous nous intéressons tout aussi bien aux nouveaux arrivants qu'à leurs descendants, car nous considérons qu'il est plausible que les néo-Québécois de première génération, lesquels ont été socialisés à l'étranger, ne partagent pas exactement les mêmes valeurs que les néo-Québécois de deuxième génération, lesquels ont été socialisés au Québec. Au cours de cette étape, nous comparons l'avis des immigrants à celui de la population majoritaire francophone sur divers enjeux politiques et sociaux, comme le rôle du gouvernement dans la vie des citoyens, la place des femmes dans la société, l'importance du modèle familial traditionnel, les droits des personnes homosexuelles, l'accès à l'avortement ou encore la protection de l'environnement. Si, à notre connaissance, aucune étude récente n'examine plus spécifiquement les valeurs des néo-Québécois, les résultats de certains travaux européens nous semblent révélateurs des tendances que nous devrions observer au Québec. Brouard et Tiberj (2005 ; 2011), à titre d'exemple, indiquent que les immigrants français, bien qu'ils soient généralement un peu plus conservateurs que les autres citoyens en ce qui a trait aux questions sociales, ne se distinguent pas outre mesure du reste de la population. Röder (2015), quant à elle, souligne que les nouveaux arrivants sont plus enclins que les autres citoyens à s'opposer aux droits des personnes homosexuelles, surtout s'ils sont fortement religieux. En revanche, elle note que cette tendance n'est pas statique : les immigrants qui ont passé de nombreuses années en Europe, tout comme ceux qui sont issus de la deuxième génération, ont des attitudes qui se rapprochent de celles des autres Européens. Nous émettons donc les deux hypothèses suivantes :

Hypothèse 1 : Les immigrants de première génération seront légèrement plus enclins à avoir des valeurs traditionnelles que les francophones, surtout en ce qui concerne les enjeux sociaux.

Hypothèse 2 : Les immigrants de deuxième génération seront plus enclins à avoir des valeurs qui s'apparentent à celles des francophones que les immigrants de première génération.

Puisque le clivage linguistique divise d'abord et avant tout les francophones et les anglophones sur des enjeux culturels ou identitaires (Blais, 1991), nous estimons que les nouveaux arrivants qui parlent le français quotidiennement n'auront pas nécessairement des valeurs qui se distingueront de celles des nouveaux arrivants qui parlent plutôt l'anglais. Nous jugeons, en effet, qu'il est probable que seul le nombre d'années vécues au Québec influence les valeurs auxquelles les néo-Québécois de première génération adhèrent. À cet égard, nous formulons l'hypothèse suivante :

Hypothèse 3 : Le plus longtemps les immigrants de première génération auront vécu au Québec proportionnellement à leur âge, le plus leurs valeurs seront susceptibles d'être semblables à celles des francophones, et ce, qu'ils utilisent quotidiennement le français ou non.

La deuxième étape de notre recherche consiste à étudier l'identité et les préférences politiques des immigrants québécois. Quoiqu'il puisse, au premier abord, sembler incongru de se pencher simultanément sur ces deux sujets d'ordinaire distincts, nous considérons que ce choix méthodologique est, au contraire, tout à fait avisé lorsque nous tenons en compte le contexte politique québécois. Comme le montrent Bélanger et Nadeau (2009 ; 2012), la question nationale, qui inclut aussi les relations qu'entretiennent les citoyens avec les communautés politiques québécoise et canadienne, structure le vote des Québécois : la position qu'adoptent les électeurs face à l'enjeu de l'indépendance nationale détermine, du moins en partie, leur choix lors des élections provinciales et fédérales. Au cours de cette étape, nous nous attardons à la confiance et à la satisfaction envers les gouvernements provincial et fédéral, au sentiment d'appartenance à l'égard du Québec et du Canada, à l'identité, à la position par rapport à la question nationale et à l'identification aux partis libéraux provincial et fédéral. Nous vérifions si les préférences politiques des immigrants qui utilisent le français se rapprochent plus des préférences politiques de la population majoritaire francophone que celles des autres immigrants, et ce, même au lendemain du débat sur la laïcité de l'État. Puisqu'il est possible que les immigrants de deuxième génération n'aient pas les mêmes préférences politiques que leurs parents, entre autres parce qu'ils n'ont connu que le contexte politique québécois, nous étudions leur identité et leurs attitudes politiques à l'aide d'une variable

leur étant dédiée. À la lumière des quelques travaux qui traitent de l'influence des pratiques linguistiques sur les comportements politiques des néo-Québécois (Bilodeau, 2016 ; Lavoie et Serré, 2002), nous posons les trois hypothèses suivantes :

Hypothèse 4 : En règle générale, les immigrants auront des préférences politiques qui s'apparenteront plus à celles des anglophones qu'à celles des francophones.

Hypothèse 5 : Les immigrants qui utilisent le français quotidiennement seront plus susceptibles d'avoir des préférences politiques semblables à celles des francophones que les immigrants qui utilisent plutôt l'anglais ou une autre langue.

Hypothèse 6 : Les immigrants de deuxième génération qui utilisent le français quotidiennement seront plus enclins à avoir des préférences politiques qui s'apparentent à celles des francophones que les immigrants de première génération qui utilisent le français quotidiennement.

Les travaux de Manaï (2018), qui stipulent que le débat sur la laïcité de l'État a, au cours des dix dernières années, intensifié le sentiment d'aliénation que ressentent les immigrants de confession musulmane à l'égard de la population francophone du Québec, nous mènent, quant à eux, à formuler l'hypothèse suivante :

Hypothèse 7 : Qu'ils utilisent le français quotidiennement ou non, les immigrants de confession musulmane seront moins susceptibles d'avoir des préférences politiques semblables à celles des francophones que les immigrants qui ne sont pas affiliés à cette religion.

Il nous apparaît néanmoins fort possible que le débat autour de la *Charte des valeurs québécoises*, l'adoption de la *Loi sur la neutralité religieuse* et l'adoption de la *Loi sur la laïcité de l'État* aient eu un impact sur les attitudes de l'ensemble des nouveaux arrivants qui se disent affiliés à une religion, que celle-ci soit l'islam ou non. Nous nous devons donc de prendre en considération l'hypothèse suivante :

Hypothèse 8 : Qu'ils utilisent le français quotidiennement ou non, les immigrants qui n'ont pas d'appartenance religieuse ou qui se disent athées seront plus susceptibles d'avoir des

préférences politiques semblables à celles des francophones que les immigrants qui affirment être affiliés à une religion.

Finalement, la troisième partie de notre recherche consiste à examiner les moyens qu'utilisent les immigrants de première et de deuxième génération pour prendre part à la vie politique du Québec et du Canada. Nous analysons les formes de participation dites conventionnelles, comme voter, adhérer à un parti politique ou contacter un élu, ainsi que les formes de participation dites non conventionnelles, comme manifester, signer une pétition ou participer à un boycottage (voir Inglehart, 1977). À l'aide des résultats que nous obtenons, nous sommes à même d'évaluer si, dans un premier temps, il est exact que les immigrants participent moins que la population majoritaire francophone (ICC, 2015) et si, dans un deuxième temps, l'usage de la langue française favorise l'engagement politique. À cet égard, nous émettons les trois hypothèses suivantes :

Hypothèse 9 : Les immigrants seront légèrement moins enclins à participer à la vie politique du Québec et du Canada que les francophones.

Hypothèse 10 : Les immigrants qui utilisent quotidiennement le français seront plus enclins à participer à la vie politique du Québec que les immigrants qui utilisent l'anglais ou une autre langue.

Hypothèse 11 : Les immigrants de deuxième génération qui utilisent le français quotidiennement seront plus enclins à participer à la vie politique du Québec que les immigrants de première génération qui utilisent quotidiennement le français.

À la lumière des travaux de Bilodeau (2017), nous sommes d'avis qu'il est probable que les relations qu'entretiennent les immigrants avec la population majoritaire du Québec aient des répercussions sur la participation politique des néo-Québécois. Corollairement, nous formulons une dernière hypothèse :

Hypothèse 12 : Qu'ils utilisent quotidiennement le français ou non, les immigrants qui sont victimes de discrimination seront moins enclins à voter que ceux qui ne sont jamais victimes de discrimination. Ils seront, en revanche, plus enclins à participer à une manifestation, à signer une pétition et à prendre part à un boycottage que ces derniers.

Données et méthodologie

Notre recherche s'appuie sur les sous-échantillons québécois du Projet sur la diversité provinciale de 2014 (Bilodeau et coll., 2019) et de l'Étude électorale canadienne de 2019 (Stephenson et coll., 2020a ; 2020b). Les données du Projet sur la diversité provinciale ont été collectées au mois de janvier 2014, soit environ deux mois après que le gouvernement de Pauline Marois a proposé d'adopter la *Charte des valeurs québécoises* (novembre 2013). Bien que ce jeu de données ait déjà été utilisé dans la littérature sur les attitudes politiques des minorités visibles au Canada (voir Bilodeau et coll., 2015), il inclut de nombreuses variables qui n'ont pas encore fait l'objet d'une étude approfondie. Le Projet sur la diversité provinciale de 2014 comporte un échantillon de 1380 citoyens québécois qui ne sont pas issus d'une minorité visible (duquel 1184 sont francophones et 196 sont anglophones) ainsi qu'un échantillon de 468 citoyens québécois qui sont issus d'une minorité visible (duquel 332 sont nés à l'extérieur du Canada et 129 sont nés au Canada)⁸. Les données de l'Étude électorale canadienne de 2019 ont, quant à elles, été collectées au cours de la dernière élection fédérale du Canada, laquelle a eu lieu au mois d'octobre 2019. La tenue de ce sondage est donc postérieure à l'adoption de la *Loi sur la neutralité religieuse* (octobre 2017) et de la *Loi sur la laïcité de l'État* (juin 2019) par l'Assemblée nationale du Québec. L'Étude électorale canadienne de 2019 repose sur deux composantes Web ainsi que sur une composante téléphonique. Elle se divise en deux vagues : l'une est préélectorale et l'autre est postélectorale. L'échantillon que nous utilisons dans le cadre de cette étude est composé de 1717 citoyens québécois qui ne sont pas issus de l'immigration (duquel 1366 sont francophones et 351 sont anglophones) et de 508 citoyens québécois qui sont issus de l'immigration (duquel 243 sont issus de la première génération et 265 sont issus de la deuxième génération)⁹. L'ensemble des

⁸ Malheureusement, les données du Projet sur la diversité provinciale de 2014 ne nous permettent pas de confirmer qu'au moins un des deux parents des 129 répondants qui sont issus d'une minorité visible et qui sont natifs du Canada est né à l'étranger. Il est donc possible que certains d'entre eux ne soient pas des immigrants de deuxième génération. Nous jugeons en revanche que cette probabilité est très faible, car 96,5 pour cent des citoyens canadiens qui sont issus d'une minorité visible sont des immigrants de première ou de deuxième génération (Statistique Canada, 2011). Afin de faciliter la lecture du texte, nous utilisons le terme « immigrants de deuxième génération » pour désigner ces répondants.

⁹ Il peut paraître surprenant que la taille de nos échantillons soit si petite, surtout en sachant que l'Étude électorale canadienne de 2019 comporte près de 40 000 observations (dont environ 9200 au Québec). La principale raison expliquant pourquoi nos échantillons ne comportent que 1717 répondants qui ne sont pas issus de l'immigration et 508 répondants qui sont issus de l'immigration est que nos analyses prennent en considération la langue que parlent les répondants à la maison. Or, la question qui mesure les pratiques linguistiques des répondants n'était posée que dans la vague postélectorale (laquelle comporte beaucoup moins d'observations que la vague préélectorale).

répondants de nos échantillons détenaient la citoyenneté canadienne et résidaient en sol québécois lorsqu'ils ont participé au Projet sur la diversité provinciale de 2014 ou à l'Étude électorale canadienne de 2019.

TABLEAU 1A : STATISTIQUES DESCRIPTIVES (PROJET SUR LA DIVERSITÉ PROVINCIALE DE 2014)

Variable	N	Moyenne	Écart type	Minimum	Maximum
Lang. maison français	465	0,475	0,500	0	1
Deuxième gén.	461	0,280	0,449	0	1
Années Canada (%)	468	56,98	36,75	2	100
Athéisme	468	0,120	0,325	0	1
Islam	441	0,268	0,443	0	1
Imp. religion	439	2,827	1,152	1	4
Femme	468	0,459	0,499	0	1
Âge	468	37,41	11,54	24	75
Université	466	0,631	0,483	0	1
Revenu	423	3,137	1,230	2	8
Agglo. Montréal	468	0,618	0,487	0	1

Comme l'illustrent le [Tableau 1A](#) et le [Tableau 1B](#), nos échantillons ne partagent pas exactement les mêmes caractéristiques sociodémographiques. Alors que tous les immigrants qui ont participé au Projet sur la diversité provinciale de 2014 sont issus d'une minorité visible, les immigrants qui ont participé à l'Étude électorale canadienne de 2019 sont issus de différents groupes de population¹⁰. Faute de données précises, nous ne sommes toutefois pas en mesure de déterminer quel est le pourcentage de répondants de l'Étude électorale canadienne de 2019 qui est issue d'une minorité visible. Les répondants du Projet sur la diversité provinciale de 2014 sont, en moyenne, plus susceptibles d'utiliser le français à la maison que les répondants de l'Étude électorale canadienne de 2019. Ils sont aussi plus jeunes que ces derniers (notamment parce que le Projet sur la diversité provinciale de 2014 inclut un suréchantillon de citoyens âgés de 18 à 24 ans)¹¹. Le fait que l'Étude électorale canadienne de 2019 comporte un plus grand échantillon d'immigrants de deuxième génération (lesquels ont vécu l'entièreté de leur vie en sol canadien) explique partiellement pourquoi les répondants de ce jeu de données ont, en moyenne, vécu une plus longue partie de leur vie au Canada. Or, même lorsque nous ne prenons en considération que les réponses des

¹⁰ Statistique Canada (2017) définit les individus qui sont issus d'une minorité visible comme « les personnes, autres que les Autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou qui n'ont pas la peau blanche ».

¹¹ Le [Tableau 1A](#) laisse présager que l'âge minimum des répondants du Projet sur la diversité provinciale de 2014 est de 24 ans, mais cela n'est pas exact. Puisque ce jeu de données n'incluait que le groupe d'âge des répondants (groupes de cinq ans), nous leur avons attribué l'âge maximum du groupe duquel ils faisaient partie.

immigrants de première génération, les moyennes de nos deux échantillons diffèrent : les répondants du Projet sur la diversité provinciale de 2014 ont, en moyenne, vécu 40 pour cent de leur vie au Canada, tandis que les répondants de l'Étude électorale canadienne de 2019 y ont vécu 53 pour cent de leur vie. Finalement, il nous apparaît important de noter que les répondants du Projet sur la diversité provinciale de 2014 accordent plus d'importance à la religion que ceux de l'Étude électorale canadienne de 2019.

TABLEAU 1B : STATISTIQUES DESCRIPTIVES (ÉTUDE ÉLECTORALE CANADIENNE DE 2019)

Variable	N	Moyenne	Écart type	Minimum	Maximum
Lang. maison français	508	0,400	0,490	0	1
Deuxième gén.	508	0,522	0,500	0	1
Années Canada (%)	508	77,29	29,59	9	100
Athéisme	508	0,258	0,438	0	1
Islam	501	0,074	0,262	0	1
Imp. religion	502	2,225	1,663	1	4
Femme	508	0,459	0,499	0	1
Âge	508	49,75	15,82	19	99
Université	507	0,641	0,480	0	1
Revenu	502	3,612	2,644	1	8
Agglo. Montréal	508	0,577	0,495	0	1

Au même titre que la plupart des travaux portant sur attitudes et les comportements politiques des néo-Québécois, notre étude s'appuie sur des échantillons de petite taille. Tel est le cas, même si, à notre connaissance, nous utilisons les jeux de données récents qui comportent le plus grand nombre de répondants qui sont issus de l'immigration. Le principal problème qui découle de la taille de nos échantillons est le manque de puissance statistique. En effet, il est possible qu'en raison du peu d'observations dont nous disposons, certains de nos modèles statistiques ne puissent pas démontrer qu'une variable a un effet statistiquement significatif sur les attitudes et les comportements politiques des néo-Québécois alors qu'il en est autrement en réalité (surtout lorsque l'effet de la variable en question est très faible). En raison de l'objectif premier de notre recherche — lequel est, pour rappel, d'établir si les immigrants qui utilisent le français quotidiennement ont des attitudes et des comportements politiques qui s'apparentent à ceux des autres citoyens francophones du Québec —, nous jugeons cependant que l'obtention d'un faux résultat négatif ne compromettrait pas autant la validité de nos conclusions que l'obtention d'un faux résultat positif.

Les trois étapes de notre recherche se basent sur des approches méthodologiques similaires. Au cours de chacune d'entre elles, nous conduisons deux analyses : la première repose sur les

données du Projet sur la diversité provinciale de 2014 et la deuxième sur les données de l'Étude électorale canadienne de 2019. Nous commençons par comparer les réponses moyennes des immigrants de première génération et des immigrants de deuxième génération à celles des francophones et des anglophones. Étudier les préférences et les habitudes politiques des répondants qui parlent anglais séparément de celles des répondants qui parlent français nous permet, dans un premier temps, de déterminer quels sont les attitudes et les comportements politiques qui, au Québec, sont influencés par les pratiques linguistiques des citoyens. Dans un deuxième temps, ce choix méthodologique nous donne la possibilité d'établir si la façon dont les néo-Québécois interagissent avec la politique se rapproche plus de celle de l'une des deux principales communautés linguistiques du Québec que de l'autre. Nous avons, par la suite, recours à des modèles statistiques pour analyser l'effet des pratiques linguistiques sur les valeurs, les préférences et les habitudes de participation politique des personnes qui sont issues de l'immigration. À la différence de Bilodeau (2016), nous ne sommes pas en mesure d'examiner les attitudes et les comportements politiques des immigrants de deuxième génération à l'aide de modèles distincts, car la taille de nos échantillons est insuffisante. Nous utilisons, de ce fait, une variable binaire pour distinguer les immigrants de deuxième génération des immigrants de première génération. Une telle variable nous apparaît nécessaire en raison du fait que les nouveaux arrivants, contrairement à leurs descendants, ont vécu une partie de leur socialisation à l'extérieur du Québec. Il est, par conséquent, fort plausible que leurs attitudes politiques soient considérablement influencées par les expériences qu'ils ont vécues dans leur pays d'origine. Il n'est pas envisageable que tel soit le cas pour les immigrants de deuxième génération. Finalement, lorsque nos résultats indiquent que les pratiques linguistiques ont un effet statistiquement significatif sur une attitude ou un comportement politique, nous calculons la valeur prédite associée au fait d'utiliser la langue française et la comparons avec la valeur prédite associée au fait de ne pas utiliser cette langue.

Étant donné que les questionnaires du Projet sur la diversité provinciale de 2014 et de l'Étude électorale canadienne de 2019 ne sont pas identiques, les indicateurs auxquels nous avons recours pour mesurer les valeurs, les préférences et les habitudes de participation politique des néo-Québécois diffèrent légèrement d'un jeu de données à l'autre. Nos résultats ne sont donc pas directement comparables. Pour brosser un portrait général des valeurs politiques auxquelles les répondants du Projet sur la diversité provinciale de 2014 adhèrent, nous analysons leur opinion à l'égard 1) du rôle que devrait jouer le gouvernement dans la vie des citoyens ; 2) du financement

des programmes sociaux par l'État ; 3) du rôle des femmes dans la société ; 4) du mariage entre personnes de même sexe ; 5) de l'accès à l'avortement et 6) des efforts à faire pour protéger l'environnement¹². Lorsque nous utilisons les données de l'Étude électorale canadienne de 2019, nous analysons l'opinion des répondants à l'égard 1) du rôle que devrait jouer le gouvernement pour réduire les écarts entre les niveaux de revenus ; 2) du rôle des femmes dans la société ; 3) des droits des personnes homosexuelles ; 4) de l'importance des valeurs traditionnelles et 5) du budget que le gouvernement devrait investir pour la protection de l'environnement. Nous nous penchons également sur l'autopositionnement des répondants sur l'échelle gauche-droite¹³.

Nous étudions l'identité et les préférences politiques des répondants du Projet sur la diversité provinciale de 2014 à l'aide de six indicateurs. Le premier indicateur examine le niveau de confiance des immigrants envers gouvernement québécois relativement à leur niveau de confiance envers le gouvernement canadien. Pour obtenir cet indicateur, nous soustrayons le niveau de confiance des répondants envers le gouvernement fédéral de leur niveau de confiance envers le gouvernement provincial. Le deuxième indicateur est codé de manière identique au premier et s'intéresse à l'attachement qu'ont les immigrants pour le Québec relativement à l'attachement qu'ils ont pour le Canada. Les quatre autres indicateurs sont binaires et indiquent si les répondants 1) se sentent Québécois avant de se sentir Canadiens ; 2) sont en faveur de l'indépendance du Québec ; 3) se sentent plus proches du Parti libéral du Québec que des autres partis politiques provinciaux et 4) se sentent plus proches du Parti libéral du Canada que des autres partis politiques fédéraux¹⁴. Nous faisons aussi usage de six indicateurs pour étudier l'identité et les préférences des répondants de l'Étude électorale canadienne de 2019. Quatre de ces indicateurs sont identiques à ceux auxquels nous avons recours avec les données du Projet sur diversité provinciale de 2014 (niveau de confiance envers le gouvernement provincial relativement au niveau de confiance envers le gouvernement fédéral, appui à l'indépendance du Québec, sentiment de proximité avec le

¹² Voir l'[Annexe A](#) pour la codification de toutes les variables que nous utilisons avec les données du Projet sur la diversité provinciale de 2014.

¹³ Voir l'[Annexe B](#) pour la codification de toutes les variables que nous utilisons avec les données de l'Étude électorale canadienne de 2019.

¹⁴ Puisqu'au moment où les données du Projet sur la diversité provinciale de 2014 ont été collectées, la dernière élection provinciale avait eu lieu en 2012 et la dernière élection fédérale en 2011, nous sommes d'avis que la proximité entre les répondants et les différentes formations politiques provinciales et fédérales est un indicateur plus précis des préférences politiques des immigrants que le vote lors du scrutin précédent. En effet, il est possible que les préférences politiques des répondants aient changé depuis la tenue des dernières élections. Nous estimons que la même logique s'applique pour les répondants de l'Étude électorale canadienne de 2019.

Parti libéral du Québec et sentiment de proximité avec le Parti libéral du Canada)¹⁵. Les deux autres indicateurs mesurent respectivement 1) le niveau de satisfaction des répondants envers le gouvernement provincial relativement à leur niveau satisfaction de satisfaction envers le gouvernement fédéral et 2) la différence entre l'avis des répondants à l'égard du Québec et leur avis à l'égard du Canada.

Finalement, cinq des sept indicateurs auxquels nous recourons pour étudier la façon dont les néo-Québécois interagissent avec les communautés politiques du Québec et du Canada sont les mêmes d'un jeu de données à l'autre. Deux examinent des formes de participation politique dites conventionnelles, à savoir le vote lors des élections fédérales et l'action de contacter un élu, et trois examinent sur des formes de participation politique dites non conventionnelles, à savoir l'action de manifester, la signature d'une pétition et la participation à un boycottage. Lorsque nous utilisons les données du Projet sur la diversité provinciale de 2014, nous nous penchons également sur le vote lors des élections provinciales. Puisque l'Étude électorale canadienne de 2019 n'inclut pas de question au sujet de la participation électorale au niveau provincial, nous nous intéressons plutôt à l'adhésion à un parti politique provincial lorsque nos analyses se basent sur ce jeu de données.

Afin d'évaluer l'impact des pratiques linguistiques sur les valeurs, les préférences et les habitudes de participation politique des néo-Québécois, nous employons deux indicateurs différents. Le premier indicateur, que nous utilisons avec l'ensemble de nos données, est binaire. Les immigrants qui parlent le français à la maison se voient attribuer une valeur de 1, tandis que les immigrants qui parlent l'anglais ou une autre langue à la maison se voient attribuer une valeur de 0. Si une telle mesure présente l'inconvénient de ne pas prendre en considération les autres contextes dans lesquels les citoyens qui sont issus de l'immigration peuvent utiliser le français, plusieurs études sur les comportements électoraux des néo-Québécois ont elles aussi — faute de données plus détaillées — recours à un indicateur semblable (Bélanger et Perrella, 2008 ; Bilodeau et coll., 2015 ; Gagné et Langlois, 2002)¹⁶. Le deuxième indicateur, que nous utilisons uniquement

¹⁵ Cependant, il est à noter que l'indicateur qui mesure le niveau confiance des répondants envers le gouvernement provincial relativement à leur niveau de confiance envers le gouvernement fédéral n'a pas la même échelle en fonction du jeu de données sur lequel se basent nos analyses (voir l'Annexe A et l'Annexe B).

¹⁶ Bélanger et Perrella (2008), tout comme Gagné et Langlois (2002), comparent les réponses des immigrants francophones à celles des immigrants anglophones et allophones séparément. Il est à noter que ces deux études utilisent la langue maternelle, et non la langue parlée à la maison, comme indicateur. Nous estimons toutefois que la langue parlée à la maison est une mesure légèrement plus précise, puisqu'elle capte un comportement intentionnel.

avec les données du Projet sur la diversité provinciale de 2014, quantifie le nombre de contextes dans lesquels les immigrants utilisent d'abord et avant tout la langue française¹⁷. Comme Bilodeau (2016), nous nous attardons à l'usage du français dans trois contextes en particulier : au domicile, sur le lieu de travail et avec les amis. Cet indicateur, puisqu'il repose sur une échelle de zéro à trois, nous permet de mesurer l'impact qu'ont les habitudes linguistiques sur les comportements politiques des néo-Québécois avec plus de précision que notre premier indicateur. Il nous donne, en outre, la possibilité d'évaluer si le fait d'utiliser le français au travail ou avec son cercle d'amis a des retombées tangibles sur la façon dont les immigrants interagissent avec la communauté politique québécoise. Pour alléger la structure du texte, les résultats que nous obtenons à l'aide du deuxième indicateur sont présentés dans l'[Annexe C](#) (valeurs politiques), l'[Annexe E](#) (identité et comportements politiques) et l'[Annexe G](#) (habitudes de participation politique).

Nous avons recours à deux variables binaires et à une variable ordinale pour analyser la relation entre l'appartenance religieuse et les préférences politiques des immigrants québécois. La première variable binaire indique si le répondant est de confession musulmane, tandis que la deuxième indique si le répondant est athée ou non religieux. La variable ordinale, pour sa part, indique à quel point le répondant considère que la religion est importante dans sa vie sur une échelle de 1 (pas du tout important) à 4 (très important)¹⁸. Les répondants qui se disent athées ou non religieux se voient automatiquement attribuer une valeur de 1. Nos modèles statistiques qui s'appuient sur les données du Projet sur la diversité provinciale de 2014 peuvent également prendre en considération l'éventualité que les répondants aient été victimes d'actes discriminatoires au cours des cinq années précédant leur participation à ce sondage. À l'instar de Bilodeau (2017), nous nous penchons donc sur la relation entre la discrimination et les moyens que les immigrants choisissent pour interagir avec les communautés politiques provinciale et fédérale. Nous présentons les résultats détaillés de ces analyses dans l'[Annexe H](#).

Toutes nos analyses multivariées tiennent compte des principales caractéristiques sociodémographiques qui pourraient avoir une influence sur les attitudes et les comportements politiques des néo-Québécois, comme le nombre d'années vécues au Canada (proportionnellement à l'âge),

¹⁷ Nous ne sommes pas en mesure d'utiliser cet indicateur avec les données de l'Étude électorale canadienne de 2019, car cette dernière n'inclut pas autant de questions sur les habitudes linguistiques que le Projet sur la diversité provinciale de 2014.

¹⁸ Nous prenons également en considération l'importance que les répondants accordent à la religion dans nos modèles sur les valeurs politiques et les habitudes de participation politique des immigrants.

le sexe, l'âge, l'éducation, le revenu et le fait de résider dans l'agglomération de Montréal (Bélanger et Nadeau, 2009 ; 2012 ; Blais et Nadeau, 1984 ; Nadeau et Bélanger, 1999). Lorsque la variable dépendante de nos analyses multivariées est binaire, nous privilégions l'usage de modèles de probabilité linéaire à l'usage de modèles de régression logistique, principalement par souci d'intelligibilité. Il est, effectivement, plus simple d'interpréter les résultats d'un modèle de probabilité linéaire que d'interpréter ceux d'un modèle de régression logistique. Si un coefficient est égal à 0,1, la probabilité que la valeur de la variable dépendante soit égale à 1 augmente de dix pour cent lorsque la valeur de la variable indépendante augmente d'une unité (Breen et coll., 2018). Ce choix méthodologique ne devrait pas avoir d'impact sur nos conclusions, car comme le souligne Hellevik (2009), les modèles de probabilité linéaire et les modèles de régression logistique produisent des résultats quasi identiques.

Les valeurs politiques des immigrants québécois

En 2014

Comme nous en avons précédemment émis l'hypothèse (Hypothèse 1), il semble qu'en règle générale, les nouveaux arrivants aient des valeurs politiques légèrement plus traditionnelles que les autres citoyens du Québec. Le [Tableau 2](#) montre, en effet, que les immigrants de première génération qui ont participé au Projet sur la diversité provinciale de 2014 sont plus enclins que les francophones à considérer que la société se porterait mieux si plus de femmes restaient à la maison avec leurs enfants, que le mariage entre personnes de même sexe ne devrait pas être permis et que l'accès à l'avortement est trop facile de nos jours. La différence entre la réponse moyenne des néo-Québécois qui sont issus de la première génération et la réponse moyenne des francophones est particulièrement saillante en ce qui concerne le mariage homosexuel, où elle est d'environ un point complet (0,86) sur une échelle de 1 à 4. Il convient cependant de noter qu'en moyenne, les immigrants de première génération sont tout de même plus susceptibles d'être en faveur du mariage entre personnes de même sexe que de s'y opposer.

Les résultats que nous obtenons à l'aide des données du Projet sur la diversité provinciale de 2014 corroborent l'hypothèse voulant que les immigrants de deuxième génération aient des valeurs politiques qui s'apparentent plus à celles des francophones que les immigrants de première génération (Hypothèse 2). Or, bien que les immigrants de deuxième génération aient grosso modo

la même perception du rôle que devraient jouer les femmes dans la société que les francophones, ils sont toutefois légèrement plus enclins que ces derniers à considérer que les personnes homosexuelles ne devraient pas pouvoir se marier et qu'il est aujourd'hui trop facile d'avoir accès à l'avortement¹⁹. En ce qui a trait à ces deux enjeux, les réponses des immigrants de deuxième génération sont, en quelque sorte, à mi-chemin entre celles des immigrants de première génération et celles des francophones.

TABLEAU 2 : VALEURS POLITIQUES DES CITOYENS QUÉBÉCOIS (2014)

	<i>Valeurs politiques :</i>					
	Rôle gouv. vie (1-4)	Programmes sociaux (1-4)	Rôle femmes (1-4)	Mariage homosexuel (1-4)	Droit avortement (1-4)	Protection enviro. (1-4)
Francophones	2,17	2,48	3,15	3,52	2,77	2,41
Anglophones	2,00*	2,56	3,08	3,56	2,93	2,46
Première gén.	1,97*	2,72*	2,95*	2,66*	1,94*	2,51
Deuxième gén.	2,20	2,61	3,29	3,34*	2,28*	2,46

Note :

*p < 0,05

De manière intéressante, le [Tableau 2](#) révèle que les immigrants de première génération sont plus susceptibles de considérer que le gouvernement occupe un trop grand rôle dans leur vie que les francophones, et ce, même s'ils sont plus enclins que ces derniers à estimer que le gouvernement devrait investir plus d'argent public dans les programmes sociaux. Il est possible que tel soit le cas, d'une part, en raison du fait qu'un certain nombre de nouveaux arrivants qui s'établissent au Québec sont originaires de pays dans lesquels les droits démocratiques des citoyens sont bafoués par le gouvernement (Statistique Canada, 2017) et, d'autre part, en raison du fait que les immigrants de première génération bénéficient habituellement de programmes gouvernementaux leur étant spécifiques, comme les programmes d'apprentissage de la langue française ou d'insertion en emploi. Ainsi, une partie non négligeable de l'échantillon d'immigrants de première génération du Projet sur la diversité provinciale de 2014 pourrait à la fois entretenir une méfiance envers les différentes formes de gouvernements et être d'avis qu'il est nécessaire de mieux financer les initiatives qui visent à améliorer les conditions de vie des citoyens. Finalement, le [Tableau 2](#)

¹⁹ Les immigrants de deuxième génération sont même légèrement plus enclins que les francophones à considérer que la société ne se porterait pas nécessairement mieux si les femmes restaient à la maison avec leurs enfants. Néanmoins, la différence entre les réponses moyennes de ces deux groupes de citoyens n'est pas statistiquement significative.

indique que les néo-Québécois accordent autant d'importance à la protection de l'environnement que les autres citoyens du Québec, et ce, qu'ils soient issus de la première ou de la deuxième génération.

Hormis en ce qui a trait au rôle que devrait jouer le gouvernement dans la vie des citoyens, les valeurs politiques des anglophones sont quasi identiques à celles des francophones. Ces résultats sont conformes à nos attentes : le clivage linguistique divise d'abord et avant tout les la majorité francophone et la minorité anglophone sur des enjeux culturels ou identitaires (Blais, 1991). Il n'est donc pas étonnant que les pratiques linguistiques n'aient pas d'impact statistiquement significatif sur les valeurs politiques des immigrants de première et de deuxième génération (voir le [Tableau 3](#) et l'[Annexe C](#)). Qu'ils parlent ou non le français à la maison, les personnes qui sont issues de l'immigration partagent à peu près le même avis sur les six enjeux que nous examinons²⁰. À notre surprise, en revanche, il semble que le fait d'avoir vécu une plus grande partie de sa vie au Canada n'a que peu, voire pas, d'effet sur la plupart des valeurs politiques auxquelles adhèrent les néo-Québécois. Nous ne sommes donc pas en mesure de confirmer l'hypothèse selon laquelle les immigrants de première génération qui résident au Québec depuis longtemps ont des valeurs politiques qui sont plus semblables à celles de la population majoritaire francophone que les autres (Hypothèse 3). Comme l'illustre le [Tableau 3](#), seule l'opinion des répondants à l'égard du mariage homosexuel est influencée de manière statistiquement significative par le nombre d'années passées en sol canadien. Le fait que le Canada ait été l'un des premiers pays du monde à légaliser l'union entre deux personnes de même sexe — le quatrième plus exactement — n'est peut-être pas étranger à ce résultat. Effectivement, depuis l'adoption de la *Loi sur le mariage civil* par la Chambre des communes en 2005, un certain consensus s'est établi à l'égard du mariage homosexuel au Québec et au Canada : selon la firme de sondage CROP (2017), 80 pour cent de la population québécoise et 74 pour cent de la population canadienne y était favorables en 2017 (contre 56 pour cent et 49 pour cent en 2002). La probabilité qu'un immigrant québécois côtoie une ou plusieurs personnes qui considèrent que les personnes de même devraient avoir le droit de se marier est donc particulièrement élevée.

²⁰ Il est à noter que le nombre de contextes dans lesquels les immigrants utilisent le français a un effet statistiquement significatif, mais peu substantiel, sur l'importance qu'ils accordent à la protection de l'environnement (voir l'[Annexe C](#)). Les raisons pour lesquelles les néo-Québécois qui parlent le français à la maison, au travail et avec leurs amis sont plus susceptibles que les autres d'accepter de réduire leur qualité de vie pour protéger l'environnement ne sont pas manifestes, car comme le montre le [Tableau 2](#), il n'y a pas de différence attitudinale importante entre la majorité francophone et la minorité anglophone.

TABLEAU 3 : MODÈLES STATISTIQUES (1 À 6)

	<i>Valeurs politiques :</i>					
	Rôle gouv. vie (1-4)	Programmes sociaux (1-4)	Rôle femmes (1-4)	Mariage homosexuel (1-4)	Droit avortement (1-4)	Protection enviro. (1-4)
Lang. maison français	0,043 (0,088)	0,121 (0,104)	0,078 (0,106)	-0,064 (0,115)	-0,017 (0,101)	0,183 (0,098)
Deuxième gén.	0,143 (0,152)	-0,184 (0,174)	-0,176 (0,179)	0,063 (0,189)	0,030 (0,169)	0,044 (0,164)
Années Canada	0,001 (0,002)	0,002 (0,002)	0,003 (0,002)	0,005* (0,002)	0,004 (0,002)	-0,001 (0,002)
Imp. religion	-0,191* (0,040)	0,025 (0,047)	-0,226* (0,049)	-0,451* (0,052)	-0,233* (0,047)	0,114* (0,044)
Femme	0,102 (0,090)	-0,043 (0,106)	0,259* (0,108)	0,474* (0,116)	0,035 (0,103)	-0,067 (0,099)
Âge	0,005 (0,004)	0,011* (0,005)	-0,005 (0,005)	-0,003 (0,005)	-0,004 (0,005)	0,004 (0,005)
Université	0,077 (0,096)	-0,042 (0,114)	-0,061 (0,116)	-0,072 (0,124)	0,338* (0,108)	-0,095 (0,106)
Revenu	0,002 (0,038)	-0,056 (0,043)	-0,002 (0,045)	0,089 (0,049)	-0,036 (0,043)	-0,056 (0,041)
Agglo. Montréal	0,220* (0,093)	-0,016 (0,110)	0,032 (0,111)	0,274* (0,122)	-0,027 (0,106)	-0,091 (0,103)
Ordonnée	2,056* (0,264)	2,345* (0,313)	3,579* (0,321)	3,316* (0,352)	2,483* (0,312)	2,280* (0,295)
Observations	371	359	366	348	322	366
R ²	0,096	0,028	0,106	0,298	0,150	0,043
R ² ajusté	0,074	0,002	0,083	0,279	0,126	0,018

Note :

*p < 0,05

L'importance accordée à la religion semble être la variable qui a le plus d'impact sur les valeurs politiques des néo-Québécois. Les immigrants qui estiment que la religion occupe un rôle important dans leur vie tendent à avoir des opinions plus conservatrices envers le rôle des femmes dans la société, le mariage homosexuel et l'accès à l'avortement (voir le [Tableau 3](#)). L'écart attitudinal entre les personnes qui sont issues de l'immigration et les francophones par rapport aux enjeux sociaux pourrait, en conséquence, être partiellement expliqué par le fait qu'en moyenne, les immigrants qui ont participé au Projet sur la diversité provinciale de 2014 accordent plus d'importance à la religion (2,98 sur 4 pour les immigrants de première génération et 2,40 sur 4 pour les immigrants de deuxième génération) que les autres citoyens du Québec qui ont participé à ce sondage (1,94 sur 4 pour les francophones et 2,09 sur 4 pour les anglophones)²¹. Les immigrants qui accordent de l'importance à la religion sont, de même, un peu plus enclins que les autres à estimer

²¹ Les résultats présentés dans l'[Annexe D](#) semblent d'ailleurs indiquer que tel est le cas.

que le gouvernement occupe un trop grand rôle dans leur vie. Ce résultat est potentiellement dû au fait que les données du Projet sur la diversité provinciale de 2014 ont été collectées dans les mois qui ont suivi le dépôt de la *Charte des valeurs québécoises* à l'Assemblée nationale du Québec. Il est, en effet, envisageable que les néo-Québécois pour qui la religion est au cœur des préoccupations aient jugé que le gouvernement, en tentant de légiférer sur le port de signes religieux par les fonctionnaires de l'État, s'immisciait de façon inopportune dans leur vie.

En 2019

Les résultats que nous obtenons à l'aide des données de l'Étude électorale canadienne de 2019 brossent un portrait quelque peu différent. Le [Tableau 4](#) montre, en effet, que les valeurs politiques des néo-Québécois qui ont participé à ce sondage sont, somme toute, très similaires à celles des autres citoyens du Québec. Quoiqu'il y ait une légère différence entre les réponses moyennes des immigrants et la réponse moyenne des francophones en ce qui a trait aux droits des personnes homosexuelles, celle-ci n'est pas statistiquement significative. Les immigrants de première génération sont néanmoins plus enclins que les autres Québécois à considérer que la société se porterait mieux si moins de femmes travaillaient à l'extérieur du foyer. Si un tel constat semble appuyer, du moins partiellement, l'hypothèse voulant que les nouveaux arrivants aient des valeurs légèrement plus traditionnelles que les francophones (Hypothèse 1), il nous apparaît, en revanche, important que mentionner qu'en général, les immigrants de première génération sont plutôt favorables à l'idée que les femmes intègrent le marché du travail. La réponse moyenne de ce groupe de citoyens est, après tout, de 4 sur une échelle de 1 (pas du tout favorable) à 5 (très favorable).

Dans un autre ordre d'idées, le [Tableau 4](#) indique que les immigrants de deuxième génération qui ont participé à l'Étude électorale canadienne de 2019 sont plus susceptibles que leurs parents, mais aussi que les autres citoyens québécois, d'estimer que le gouvernement ne devrait pas prendre de mesures pour réduire les écarts entre les niveaux de revenus. Nous ne parvenons toutefois pas à expliquer pourquoi il en est ainsi : même lorsque nous prenons en considération l'âge, l'éducation, le revenu et le lieu de résidence des répondants — quatre facteurs qui pourraient potentiellement l'influencer l'opinion des immigrants à l'égard du rôle du gouvernement —, l'effet d'être issu de la deuxième génération persiste. Pour ce qui est des autres indicateurs (autopositionnement sur l'échelle gauche-droite, importance accordée aux valeurs familiales traditionnelles et avis sur le budget que le gouvernement devrait investir pour la protection de l'environnement), les

réponses moyennes des personnes qui sont issues de l'immigration sont quasi identiques à celles des francophones. Sauf en ce qui concerne le rôle des femmes dans la société, il semble donc que, contrairement à nos attentes, les immigrants de deuxième génération ne soient pas inévitablement plus enclins à avoir des valeurs qui s'apparentent à celles des francophones que les immigrants de première génération (Hypothèse 2).

TABLEAU 4 : VALEURS POLITIQUES DES CITOYENS QUÉBÉCOIS (2019)

	<i>Valeurs politiques :</i>					
	Échelle gauche-droite (0-10)	Rôle gouv. écart (1-5)	Rôle femmes (1-5)	Droits pers. homo. (1-5)	Valeurs trad. (1-5)	Protection enviro. (1-3)
Francophones	5,02	3,95	4,22	3,46	2,62	2,65
Anglophones	4,99	3,85	4,29	3,55	2,97*	2,66
Première gén.	4,96	4,02	4,00*	3,32	2,63	2,67
Deuxième gén.	4,89	3,68*	4,18	3,36	2,65	2,59

Note :

*p < 0,05

Il est probable que nous n'obtenions pas exactement les mêmes résultats avec les données de l'Étude électorale canadienne de 2019 qu'avec les données du Projet sur la diversité provinciale de 2014, car les répondants de ces deux sondages ont des caractéristiques sociodémographiques distinctes. Alors que l'échantillon du Projet sur la diversité provinciale de 2014 est uniquement composé de néo-Québécois qui sont issus d'une minorité visible, l'échantillon de l'Étude électorale canadienne de 2019 comprend également des immigrants qui font partie du groupe de population majoritaire. Une partie des différences attitudinales entre nos deux échantillons pourrait, ainsi, résulter du fait que les pays dans lesquels les immigrants de première génération ont été socialisés ne sont pas forcément les mêmes d'un jeu de données à l'autre. Il est aussi à noter que les néo-Québécois qui ont participé au Projet sur la diversité provinciale de 2014 accordent considérablement plus d'importance à la religion que ceux qui ont participé à l'Étude électorale canadienne de 2019 (un écart de 0,60 point sur échelle de 1 à 4). Puisque cette variable a une incidence majeure sur les attitudes des personnes qui sont issues de l'immigration (voir le [Tableau 3](#) et le [Tableau 5](#)), cette différence entre nos deux échantillons pourrait expliquer pourquoi les répondants du Projet sur la diversité provinciale de 2014 ont, en moyenne, des valeurs politiques plus traditionnelles que les répondants de l'Étude électorale canadienne de 2019.

Comme les résultats que nous obtenons à l'aide des données du Projet sur la diversité provinciale de 2014, les résultats de nos modèles statistiques qui se basent sur les données de l'Étude électorale canadienne de 2019 attestent que les pratiques linguistiques n'ont généralement pas d'influence sur les valeurs politiques des néo-Québécois (voir le [Tableau 5](#)). Seule la perception qu'ont les immigrants du rôle que devrait jouer le gouvernement pour réduire les écarts entre les niveaux de revenus semble être influencée par la langue parlée à la maison. Ce résultat est assez étonnant, puisque, comme le montre le [Tableau 4](#), les francophones ne sont que faiblement plus enclins à considérer que le gouvernement devrait prendre des mesures pour réduire les écarts entre les niveaux de revenus que les anglophones. La différence entre les réponses moyennes de ces deux groupes de citoyens n'est, par ailleurs, pas statistiquement significative. De ce fait, nous n'excluons pas la possibilité qu'une variable tierce soit à l'origine de ce résultat.

TABLEAU 5 : MODÈLES STATISTIQUES (7 À 12)

	<i>Valeurs politiques :</i>					
	Échelle gauche-droite (0-10)	Rôle gouv. écart (1-5)	Rôle femmes (1-5)	Droits pers. homo. (1-5)	Valeurs trad. (1-5)	Protection enviro. (1-3)
Lang. maison français	-0,147 (0,311)	0,313* (0,109)	0,071 (0,116)	0,014 (0,111)	-0,019 (0,139)	0,070 (0,070)
Deuxième gén.	0,267 (0,467)	-0,346* (0,170)	0,101 (0,181)	-0,287 (0,173)	-0,215 (0,214)	-0,126 (0,108)
Années Canada	-0,008 (0,008)	0,0003 (0,003)	0,004 (0,003)	0,008* (0,003)	0,008* (0,004)	0,001 (0,002)
Imp. religion	0,394* (0,127)	-0,044 (0,044)	-0,180* (0,046)	-0,218* (0,045)	-0,384* (0,056)	0,004 (0,028)
Femme	-0,204 (0,296)	0,203* (0,102)	0,159 (0,109)	0,156 (0,103)	0,121 (0,129)	0,093 (0,064)
Âge	0,013 (0,009)	0,004 (0,003)	0,0001 (0,003)	-0,002 (0,003)	-0,013* (0,004)	0,001 (0,002)
Université	-0,737* (0,317)	0,044 (0,110)	0,259* (0,117)	0,039 (0,111)	0,165 (0,140)	0,073 (0,070)
Revenu	0,063 (0,075)	-0,033 (0,019)	0,044* (0,021)	0,013 (0,019)	0,002 (0,023)	-0,011 (0,011)
Agglo. Montréal	0,347 (0,304)	0,024 (0,108)	0,006 (0,115)	0,190 (0,110)	0,426* (0,140)	-0,008 (0,070)
Sondage	-0,456 (0,322)	-0,028 (0,124)	0,383* (0,133)	0,066 (0,126)		
Ordonnée	4,359* (0,802)	3,767* (0,284)	3,625* (0,300)	3,199* (0,286)	3,222* (0,356)	2,489* (0,177)
Observations	257	486	487	471	369	371
R ²	0,091	0,055	0,086	0,075	0,176	0,018
R ² ajusté	0,055	0,035	0,066	0,055	0,156	-0,007

Note :

*p < 0,05

Le nombre d'années vécues au Canada a un effet positif et statistiquement significatif sur la propension des immigrants à juger que le gouvernement devrait en faire plus pour les personnes homosexuelles et qu'un retour aux valeurs familiales traditionnelles ne serait pas nécessairement souhaitable. Néanmoins, le fait d'avoir résidé en sol canadien la majeure partie de sa vie n'a pas d'impact statistiquement significatif sur la façon dont les néo-Québécois perçoivent le rôle des femmes dans la société (le seul indicateur pour lequel il y a une différence entre la réponse moyenne des immigrants de première génération et la réponse moyenne des francophones). Il semble, par conséquent, que vivre au Canada pendant une longue période influence les opinions des néo-Québécois, mais seulement à l'égard d'enjeux spécifiques, comme ceux qui touchent les droits des personnes homosexuelles. Ce résultat ne confirme donc que partiellement l'hypothèse selon laquelle les valeurs des immigrants de première génération qui ont vécu au Québec pendant la plus grande partie de leur vie sont plus susceptibles que les autres d'avoir des valeurs qui sont semblables à celles des francophones (Hypothèse 3). L'importance accordée à la religion est, à nouveau, la variable qui a le plus d'impact sur la façon dont les immigrants se positionnent par rapport aux enjeux sociaux (voir le [Tableau 5](#)). Les néo-Québécois qui affirment que la religion occupe une place importante dans leur vie sont plus susceptibles que les autres de considérer que la société se porterait mieux si moins de femmes travaillaient à l'extérieur du foyer, que le gouvernement ne devrait pas en faire plus pour les personnes homosexuelles et qu'il y aurait moins de problèmes si on accordait plus d'importance aux valeurs familiales traditionnelles. Ils ont aussi tendance à s'autopositionner plus à droite sur l'échiquier politique.

L'identité et les préférences politiques des immigrants québécois

En 2014

À l'instar des principales études qui se sont penchées sur l'identité et les préférences politiques des néo-Québécois (Bilodeau, 2013 ; Bilodeau et Kanji, 2010 ; Bilodeau et coll., 2010 ; Lavoie et Serré, 2002), les résultats que nous obtenons à l'aide des données du Projet sur la diversité provinciale de 2014 indiquent que les attitudes des immigrants diffèrent considérablement de celles des citoyens québécois dont la langue maternelle est le français. Comme le montre le [Tableau 6](#), les différences entre les réponses moyennes des néo-Québécois et les réponses moyennes des francophones sont statistiquement significatives pour les six indicateurs auxquels nous avons recours

afin d'examiner quelles sont les préférences politiques des répondants. Alors que les francophones ont un niveau de confiance plus élevé envers le gouvernement provincial, les immigrants, comme les anglophones, ont un niveau de confiance plus élevé envers le gouvernement fédéral. Les personnes qui sont issues de l'immigration éprouvent également un plus fort sentiment d'attachement relatif envers la fédération canadienne que les francophones. En moyenne, les néo-Québécois se disent plus attachés au Canada, tandis que les francophones se disent plus attachés au Québec. Nos résultats brossent un portrait comparable en ce qui a trait au sentiment identitaire. Si 62 pour cent des francophones se sentent Québécois d'abord, seuls 16 pour cent des immigrants de première génération et 21 pour cent des immigrants de deuxième génération en font de même : la très grande majorité des personnes qui sont issues de l'immigration se sentent Canadiennes d'abord, ou Canadiennes au même titre que Québécoises.

TABLEAU 6 : IDENTITÉ ET PRÉFÉRENCES POLITIQUES DES CITOYENS QUÉBÉCOIS (2014)

<i>Identité et préférences politiques :</i>						
	Confiance (prov. - féd.) (-10-10)	Attachement (QC - CA) (-10-10)	Identité (QC) (0-1)	Appui indépendance (0-1)	Proche PLQ (0-1)	Proche PLC (0-1)
Francophones	0,86	2,61	0,62	0,56	0,18	0,16
Anglophones	-1,67*	-2,98*	0,05*	0,08*	0,61*	0,48*
Première gén.	-0,84*	-1,65*	0,16*	0,25*	0,42*	0,33*
Deuxième gén.	-0,63*	-1,16*	0,21*	0,20*	0,46*	0,41*

Note :

*p < 0,05

Le [Tableau 6](#) révèle qu'au moment où les données du Projet sur la diversité provinciale de 2014 ont été collectées, le taux d'appui à l'indépendance était beaucoup plus bas chez les nouveaux arrivants et leurs descendants (25 et 20 pour cent, respectivement) que chez les francophones (56 pour cent). À l'inverse de Bilodeau (2016), nous trouvons que les immigrants de première génération sont plus susceptibles d'être favorables à l'indépendance du Québec que les immigrants de deuxième génération. Bien que certaines études récentes (Bélanger et Mahéo, 2020 ; Mahéo et Bélanger, 2018 ; Vallée-Dubois et coll., 2020) stipulent que les jeunes électeurs délaissent de plus en plus le projet souverainiste, ce résultat quelque peu contre-intuitif ne semble pas découler du fait que l'âge moyen des immigrants de deuxième génération (31,8 ans) qui ont participé au Projet sur la diversité provinciale de 2014 est inférieur à celui des immigrants de première génération qui ont participé à ce sondage (39,5 ans). Le [Tableau 7](#) et l'[Annexe E](#) montrent, en effet, que même

lorsque nous prenons en considération l'âge des répondants, les immigrants de deuxième génération demeurent moins enclins à appuyer l'indépendance que les immigrants de première génération²². Enfin, comme il était possible de s'y attendre, notamment à la lumière des travaux de Bilodeau (2013) et de Blais (2005), nos résultats indiquent les partis libéraux provincial et fédéral bénéficient tous les deux d'un avantage substantiel auprès des citoyens québécois qui sont issus de l'immigration (voir le [Tableau 6](#)). Les nouveaux arrivants, au même titre que leurs descendants, sont fortement plus susceptibles de se sentir proches du Parti libéral du Québec et du Parti libéral du Canada que les citoyens dont la langue maternelle est le français. Le pourcentage de néo-Québécois qui affirment avoir plus d'affinité avec ces partis qu'avec les autres formations politiques provinciales et fédérales est, effectivement, environ deux fois plus élevé que le pourcentage de francophones qui affirment en faire de même.

Quoique les tendances présentées dans le [Tableau 6](#) confirment l'hypothèse selon laquelle les nouveaux arrivants et leurs descendants ont des préférences politiques qui s'apparentent plus à celles des Québécois dont la langue maternelle est l'anglais qu'à celles des Québécois dont la langue maternelle est le français (Hypothèse 4), nous notons toutefois que les attitudes de la population immigrante ne sont pas identiques à celles de la population anglophone. Les néo-Québécois qui ont participé au Projet sur la diversité provinciale de 2014, même s'ils entretiennent en moyenne une meilleure relation avec la communauté politique canadienne qu'avec la communauté politique québécoise, sont plus enclins à se sentir Québécois d'abord et à appuyer l'indépendance que les anglophones. Ils ont aussi un plus haut niveau de confiance relatif envers l'Assemblée nationale et un plus fort sentiment d'attachement relatif envers le Québec que ces derniers.

Les résultats de nos analyses multivariées, lesquels sont présentés dans le [Tableau 7](#) et l'[Annexe E](#), attestent que les pratiques linguistiques ont un impact statistiquement significatif sur l'identité et sur les préférences politiques des citoyens québécois qui sont issus de l'immigration. Les immigrants qui parlent le français à la maison sont plus susceptibles que les autres d'avoir un plus haut niveau de confiance envers le gouvernement provincial qu'envers le gouvernement fédéral, d'être plus attachés au Québec qu'au Canada et de se sentir Québécois d'abord. Ils sont

²² La relation entre l'âge et l'appui à l'indépendance est même négative et statistiquement significative lorsque nos analyses multivariées tiennent compte de la langue parlée à la maison, mais pas des autres contextes dans lesquels les immigrants parlent français. Ce résultat est probablement dû au fait que comme les jeunes électeurs (générations Y et Z), les personnes qui sont nées avant 1945 sont moins enclines que les *baby-boomers* (1945 à 1959) et la génération X (1960 à 1979) à appuyer l'indépendance (Mahéo et Bélanger, 2018 ; Vallée-Dubois et coll., 2020).

également moins enclins à se sentir plus proches du Parti libéral du Québec que ceux qui utilisent l'anglais ou une autre langue que le français lorsqu'ils sont à leur domicile. En revanche, la langue que les néo-Québécois parlent à la maison n'a pas d'effet statistiquement significatif sur l'appui à l'indépendance et sur le sentiment de proximité avec le Parti libéral du Canada²³.

TABLEAU 7 : MODÈLES STATISTIQUES (13 à 18)

	<i>Identité et préférences politiques :</i>					
	Confiance (prov. - féd.) (-10-10)	Attachement (QC - CA) (-10-10)	Identité (QC) (0-1)	Appui indépendance (0-1)	Proche PLQ (0-1)	Proche PLC (0-1)
Lang. maison français	0,987* (0,285)	1,343* (0,370)	0,123* (0,038)	0,081 (0,046)	-0,123* (0,054)	-0,054 (0,051)
Deuxième gén.	-0,284 (0,473)	-1,166 (0,618)	-0,119 (0,064)	-0,229* (0,076)	0,068 (0,091)	0,096 (0,084)
Années Canada	-0,002 (0,006)	0,018* (0,008)	0,002* (0,001)	0,002* (0,001)	0,001 (0,001)	0,001 (0,001)
Athéisme	-0,467 (0,500)	-0,577 (0,635)	-0,172* (0,065)	-0,046 (0,079)	0,017 (0,091)	-0,043 (0,087)
Islam	-1,305* (0,348)	-0,582 (0,453)	-0,075 (0,046)	-0,040 (0,055)	0,184* (0,067)	0,042 (0,062)
Imp. religion	-0,435* (0,143)	-0,819* (0,190)	-0,077* (0,019)	-0,040 (0,023)	0,031 (0,028)	0,054* (0,026)
Femme	0,612* (0,291)	0,747* (0,379)	0,103* (0,039)	-0,059 (0,047)	-0,069 (0,056)	-0,115* (0,052)
Âge	0,005 (0,013)	0,047* (0,017)	0,001 (0,002)	-0,005* (0,002)	0,004 (0,002)	0,002 (0,002)
Université	-0,368 (0,312)	-0,715 (0,409)	0,034 (0,042)	0,057 (0,050)	-0,015 (0,059)	-0,086 (0,056)
Revenu	-0,206 (0,118)	-0,089 (0,156)	-0,002 (0,016)	-0,011 (0,019)	0,030 (0,023)	0,040 (0,021)
Agglo. Montréal	0,174 (0,293)	-0,007 (0,385)	-0,043 (0,039)	-0,037 (0,048)	0,070 (0,057)	0,036 (0,053)
Ordonnée	0,828 (0,871)	-1,727 (1,138)	0,228 (0,117)	0,504* (0,141)	0,063 (0,167)	0,060 (0,156)
Observations	327	375	362	349	338	376
R ²	0,152	0,165	0,150	0,069	0,073	0,062
R ² ajusté	0,122	0,139	0,124	0,038	0,041	0,034

Note :

*p < 0,05

L'Annexe E révèle cependant que lorsque nous tenons compte des autres contextes dans lesquels les immigrants utilisent la langue française (au travail et avec les amis), la relation entre les pratiques linguistiques et l'appui au projet souverainiste devient, elle aussi, statistiquement

²³ L'effet d'utiliser la langue française à la maison sur la probabilité d'être favorable à l'indépendance du Québec a une valeur p de 0,06. Il semble donc possible qu'il existe une relation entre ces deux variables.

significative. Il semble, par conséquent, que les personnes qui forment le réseau social élargi des néo-Québécois soient celles qui influencent le plus la position qu'adoptent les citoyens qui sont issus de l'immigration par rapport à la question nationale.

TABLEAU 8 : PRÉDICTIONS (MODÈLES STATISTIQUES 13 À 18)

	<i>Identité et préférences politiques :</i>					
	Confiance (prov. - féd.) (-10-10)	Attachement (QC - CA) (-10-10)	Identité (QC) (0-1)	Appui indépendance (0-1)	Proche PLQ (0-1)	Proche PLC (0-1)
Francophones	0,86	2,61	0,62	0,56	0,18	0,16
Autre langue	-1,31	-2,17	0,11	n.s.	0,50	n.s.
Français	-0,32	-0,83	0,24	n.s.	0,37	n.s.
Aucun contexte	-2,08	-3,35	0,05	0,12	0,56	0,49
Un contexte	-1,48	-2,45	0,11	0,18	0,49	0,42
Deux contextes	-0,88	-1,55	0,17	0,24	0,42	0,36
Trois contextes	-0,28	-0,65	0,24	0,29	0,35	0,29

L'impact des pratiques linguistiques sur l'identité et sur les préférences politiques des néo-Québécois n'est pas seulement statistiquement significatif ; il est aussi substantiel. Les prédictions qui sont présentées dans le [Tableau 8](#) montrent que l'usage de la langue française réduit de manière non négligeable l'écart attitudinal qui sépare les citoyens qui sont issus de l'immigration de la majorité francophone. À titre d'exemple, la probabilité qu'un immigrant qui parle le français à la maison, au travail et avec ses amis se sente Québécois d'abord (0,24) est près de cinq fois plus élevée que la probabilité qu'un immigrant qui ne parle français dans aucun de ces trois contextes en fasse autant (0,05). La probabilité qu'un immigrant qui utilise le français à la maison, au travail et avec ses amis s'identifie aux partis libéraux provincial et fédéral (0,35 et 0,29) est, pour sa part, inférieure d'environ vingt points à la probabilité qu'un immigrant qui n'utilise jamais cette langue s'identifie à ces deux formations politiques (0,56 et 0,49). Or, même si de tels résultats confirment l'hypothèse voulant que les immigrants qui utilisent le français quotidiennement soient plus susceptibles d'avoir des préférences politiques semblables à celles des francophones que les immigrants qui utilisent l'anglais ou une autre langue (Hypothèse 5), il convient de souligner que l'intégration linguistique n'est toutefois pas vectrice d'une convergence parfaite entre les attitudes de la population immigrante et celles de la majorité francophone du Québec. Au même titre que Bilodeau (2016), nous trouvons, en effet, qu'un certain écart subsiste entre les préférences politiques des néo-Québécois qui utilisent le français quotidiennement et celles des citoyens dont la

langue maternelle est le français. Contrairement à ce que nous nous attendions, être issu de la deuxième génération n'a pas d'effet statistiquement significatif sur les préférences politiques des immigrants (autre que sur l'appui à l'indépendance) lorsque nous prenons en considération les pratiques linguistiques et les principales caractéristiques sociodémographiques des répondants (voir le [Tableau 7](#) et l'[Annexe E](#)). Ces résultats infirment l'hypothèse selon laquelle les immigrants de deuxième génération qui utilisent le français quotidiennement sont plus susceptibles d'avoir des attitudes qui s'apparentent à celles des francophones que les immigrants de première génération qui utilisent le français quotidiennement (Hypothèse 6).

Comme nous en envisageons la possibilité, les néo-Québécois de confession musulmane ont un niveau de confiance relatif considérablement plus faible envers le gouvernement provincial que le reste de la population immigrante, et ce, qu'ils utilisent la langue française sur une base quotidienne ou non. Les immigrants musulmans qui parlent le français à la maison, au travail et avec leurs amis attribuent 1,33 point supplémentaire à leur niveau de confiance envers le gouvernement canadien, tandis que les immigrants non musulmans qui parlent le français dans ces trois contextes attribuent 0,10 point supplémentaire à leur niveau de confiance envers le gouvernement québécois (valeurs prédites). Les néo-Québécois qui adhèrent à la foi musulmane sont aussi plus susceptibles que les autres de se sentir proches du Parti libéral du Québec. Ces résultats confirment partiellement l'hypothèse voulant que les immigrants musulmans soient moins susceptibles d'avoir des préférences politiques semblables à celles des francophones que les immigrants non musulmans (Hypothèse 7). Si, malgré ce à quoi nous nous attendions, les immigrants qui sont athées ne semblent pas portés à avoir des préférences politiques qui s'apparentent plus à celles des francophones que ceux qui se disent religieux (Hypothèse 8), les néo-Québécois qui accordent peu d'importance à la religion sont, pour leur part, plus enclins que les autres à avoir confiance envers l'Assemblée nationale, à être attachés au Québec et à se sentir Québécois d'abord²⁴.

Les attitudes des immigrants de confession musulmane — et, plus généralement, des immigrants qui estiment que la religion occupe un rôle important dans leur vie — à l'égard du gouvernement québécois émanent en partie du fait que ces citoyens étaient majoritairement en désaccord avec la *Charte des valeurs québécoises*²⁵. En effet, les résultats présentés dans l'[Annexe](#)

²⁴ Le [Tableau 7](#) montre même que les néo-Québécois qui affirment être athées sont moins enclins que les autres à se dire Québécois d'abord.

²⁵ À titre d'exemple, seuls 10 pour cent des néo-Québécois musulmans qui ont participé au Projet sur la diversité provinciale de 2014 affirment qu'ils étaient en faveur de la *Charte des valeurs québécoises*.

Elles révèlent que lorsque nous prenons en considération l'opinion des répondants à l'égard de ce projet de loi, le fait d'adhérer à la foi musulmane et le fait d'accorder de l'importance à la religion ont un impact moins important sur le niveau de confiance relatif envers l'Assemblée nationale. Or, même lorsque nos modèles statistiques tiennent compte de l'avis des néo-Québécois à propos de la *Charte des valeurs québécoises*, les immigrants musulmans, tout comme ceux qui estiment que la religion joue un rôle essentiel dans leur vie, demeurent fortement plus susceptibles que les autres immigrants d'avoir un niveau de confiance plus élevé envers le gouvernement fédéral qu'envers le gouvernement provincial. Il est probable que ce résultat soit attribuable au fait qu'en plus de s'opposer à l'adoption de la *Charte des valeurs québécoises*, les immigrants de confession musulmane (et ceux pour qui la religion est très importante) aient eu l'impression que le gouvernement du Québec, en tentant d'interdire à tous les fonctionnaires de l'État québécois d'arborer un signe religieux sur leur lieu de travail, visait d'abord et avant tout les membres de leur communauté.

En 2019

Les résultats que nous obtenons à l'aide des données de l'Étude électorale canadienne de 2019 sont semblables à ceux que nous obtenons à l'aide des données du Projet sur la diversité provinciale de 2014. À l'instar du [Tableau 6](#), le [Tableau 9](#) indique que les préférences politiques de la population immigrante se rapprochent plus de celles de la minorité anglophone que de celles de la majorité francophone (Hypothèse 4). Les différences entre les réponses moyennes des immigrants et les réponses moyennes des francophones sont statistiquement significatives pour l'ensemble des six indicateurs que nous utilisons afin de brosser le portrait des attitudes des répondants à l'égard des communautés politiques québécoise et canadienne. En général, les néo-Québécois ont un niveau de confiance légèrement plus élevé envers la Chambre des communes qu'envers l'Assemblée nationale. Ils sont aussi un peu plus satisfaits de la performance du gouvernement fédéral que de celle du gouvernement provincial²⁶. Les francophones, pour leur part, ont un niveau de confiance plus élevé envers l'Assemblée nationale qu'envers la Chambre des communes et sont plus satisfaits de la performance du gouvernement provincial que de celle du gouvernement fédéral.

²⁶ Considérant que la satisfaction des électeurs envers le gouvernement est généralement influencée par l'identification partisane des répondants (voir Tilley et Hobolt, 2011), il est étonnant que les immigrants ne soient pas considérablement plus satisfaits des performances du gouvernement fédéral, lequel était formé par le Parti libéral du Canada au moment où les données de l'Étude électorale canadienne de 2019 ont été collectées, que des performances du gouvernement provincial, lequel était, pour sa part, formé par la Coalition avenir Québec.

TABLEAU 9 : IDENTITÉ ET PRÉFÉRENCES POLITIQUES DES CITOYENS QUÉBÉCOIS (2019)

	<i>Identité et préférences politiques :</i>					
	Confiance (prov. - féd.) (-3-3)	Satisfaction (prov. - féd.) (-3-3)	Avis (QC - CA) (-10-10)	Appui indépendance (0-1)	Proche PLQ (0-1)	Proche PLC (0-1)
Francophones	0,33	0,83	1,02	0,47	0,19	0,26
Anglophones	-0,34*	-0,15*	-0,86*	0,12*	0,68*	0,56*
Première gén.	-0,11*	-0,16*	-1,05*	0,16*	0,66*	0,51*
Deuxième gén.	-0,17*	-0,10*	-1,43*	0,15*	0,69*	0,44*

Note :

*p < 0,05

Dans l'ensemble, les néo-Québécois semblent avoir une meilleure opinion du Canada que de la province dans laquelle ils résident. Comme le montre le [Tableau 9](#), les citoyens qui sont issus de l'immigration attribuent, en moyenne, de 1,05 (première génération) à 1,43 (deuxième génération) point supplémentaire à la fédération canadienne lorsqu'ils évaluent à combien ils apprécient le Québec et le Canada sur une échelle de 1 à 10. Les immigrants sont, de surcroît, fortement moins enclins que les francophones à appuyer l'indépendance du Québec ; alors que près d'un francophone sur deux affirme être en faveur du projet souverainiste, seuls environ 15 pour cent des néo-Québécois affirment en faire de même. Le taux d'appui à l'indépendance est relativement plus bas chez les immigrants qui ont participé à l'Étude électorale canadienne de 2019 que chez les immigrants qui ont participé au Projet sur la diversité provinciale de 2014 (entre 20 et 25 pour cent). Or, puisque le pourcentage de Québécois qui se disent favorables au projet souverainiste varie d'environ cinq points d'un sondage à l'autre depuis une dizaine d'années (voir Teisceira-Lessard, 2020), nous jugeons que ce résultat ne témoigne pas forcément d'une tendance lourde.

Les résultats que nous obtenons à l'aide des données de l'Étude électorale canadienne de 2019 dénotent aussi que les partis libéraux provincial et fédéral jouissent non seulement d'un avantage auprès des néo-Québécois qui sont issus d'une minorité visible (voir Bilodeau, 2013 ; Bilodeau et Kanji, 2010 ; Blais, 2005), mais qu'ils sont également les formations politiques les plus populaires auprès de l'ensemble de la population immigrante. En effet, près de deux immigrants sur trois affirment se sentir plus proches du Parti libéral du Québec que des autres partis politiques provinciaux et approximativement un immigrant sur deux affirme se sentir plus proche du Parti libéral du Canada que des autres partis politiques fédéraux. À titre comparatif, ce ne sont respectivement que 19 et 26 pour cent des francophones qui estiment que le Parti libéral du Québec et le Parti libéral du Canada sont les formations politiques avec lesquelles ils ont le plus d'affinité.

TABLEAU 10 : MODÈLES STATISTIQUES (19 à 24)

	<i>Identité et préférences politiques :</i>					
	Confiance (prov. - féd.) (-3-3)	Satisfaction (prov. - féd.) (-3-3)	Avis (QC-CA) (-10-10)	Appui indépendance (0-1)	Proche PLQ (0-1)	Proche PLC (0-1)
Lang. maison français	0,422* (0,129)	0,623* (0,133)	1,869* (0,412)	0,221* (0,035)	-0,373* (0,054)	-0,033 (0,069)
Deuxième gén.	-0,077 (0,203)	-0,218 (0,206)	-0,137 (0,633)	-0,029 (0,055)	-0,047 (0,082)	0,066 (0,107)
Années Canada	-0,001 (0,004)	0,005 (0,004)	-0,004 (0,011)	0,001 (0,001)	0,002 (0,002)	-0,002 (0,002)
Athéisme	-0,292 (0,183)	-0,053 (0,185)	-0,485 (0,538)	0,082* (0,048)	0,005 (0,072)	-0,098 (0,095)
Islam	-0,315 (0,260)	-0,208 (0,240)	-0,483 (0,882)	0,092 (0,065)	0,075 (0,105)	0,400* (0,114)
Imp. religion	-0,107 (0,066)	-0,122 (0,069)	-0,238 (0,209)	-0,011 (0,018)	0,044 (0,027)	0,045 (0,036)
Femme	-0,136 (0,118)	-0,415* (0,124)	-0,080 (0,366)	-0,048 (0,033)	0,002 (0,049)	0,019 (0,066)
Âge	0,0003 (0,004)	0,007 (0,004)	0,034* (0,012)	0,002* (0,001)	0,0005 (0,002)	0,005* (0,002)
Université	-0,160 (0,128)	-0,217 (0,133)	0,095 (0,403)	-0,029 (0,035)	0,086 (0,053)	-0,080 (0,070)
Revenu	0,009 (0,018)	0,001 (0,023)	0,019 (0,055)	-0,010 (0,006)	0,004 (0,008)	0,017 (0,017)
Agglo. Montréal	-0,209 (0,129)	-0,320* (0,132)	-0,240 (0,405)	-0,043 (0,035)	0,098 (0,053)	0,102 (0,066)
Sondage		-0,169 (0,153)		-0,011 (0,040)		-0,050 (0,069)
Ordonnée	0,411 (0,383)	-0,101 (0,395)	-2,410* (1,181)	0,034 (0,106)	0,392* (0,158)	0,252 (0,208)
Observations	196	457	192	475	310	230
R ²	0,145	0,143	0,179	0,128	0,220	0,152
R ² ajusté	0,094	0,120	0,129	0,106	0,191	0,105

Note :

*p < 0,05

Le [Tableau 10](#), lequel présente les résultats de nos analyses multivariées, indique que le fait de parler français à la maison a un effet statistiquement significatif sur cinq des six indicateurs que nous utilisons pour mesurer les préférences politiques des citoyens québécois qui sont issus de l'immigration. Effectivement, seul le sentiment de proximité avec Parti libéral du Canada n'est pas influencé de manière statistiquement significative par la langue qu'utilisent les immigrants lorsqu'ils sont à leur domicile. Ces résultats confirment la tendance que nous observons avec les données du Projet sur la diversité provinciale de 2014 et corroborent la validité de notre cinquième hypothèse : les pratiques linguistiques ont une influence importante sur les préférences politiques des néo-Québécois. Les immigrants qui utilisent le français à la maison sont plus susceptibles que

les autres d'avoir un plus haut niveau de confiance envers l'Assemblée nationale, d'être satisfaits des performances du gouvernement québécois, d'avoir un avis positif du Québec et d'appuyer le projet souverainiste. Ils sont aussi plus enclins à se sentir proches d'une autre formation politique que le Parti libéral du Québec que ceux qui parlent l'anglais ou une autre langue lorsqu'ils sont à leur domicile.

Les prédictions qui sont présentées dans le [Tableau 11](#) révèlent que l'usage de la langue française réduit de manière considérable les différences attitudinales qui séparent la population immigrante et la majorité francophone du Québec. S'il subsiste certes un écart entre les préférences politiques des néo-Québécois et celles des citoyens dont la langue maternelle est le français, il nous apparaît néanmoins intéressant de noter que les immigrants qui parlent le français à la maison tendent à avoir un niveau de confiance plus élevé envers l'Assemblée nationale qu'envers la Chambre des communes et à être plus satisfaits de la performance du gouvernement provincial que de celle du gouvernement fédéral. Le [Tableau 11](#) montre également que les néo-Québécois qui utilisent le français à la maison ont, en moyenne, un avis tout aussi positif du Québec que du Canada. À titre comparatif, les immigrants qui parlent l'anglais ou une autre langue lorsqu'ils sont à leur domicile attribuent près de deux points supplémentaires (1,88) à la fédération canadienne lorsqu'ils évaluent à quel point ils apprécient le Québec et le Canada sur une échelle de 1 à 10.

TABLEAU 11 : PRÉDICTIONS (MODÈLES STATISTIQUES 19 À 24)

	<i>Identité et préférences politiques :</i>					
	Confiance (prov. - féd.) (-3-3)	Satisfaction (prov. - féd.) (-3-3)	Avis (QC - CA) (-10-10)	Appui indépendance (0-1)	Proche PLQ (0-1)	Proche PLC (0-1)
Francophones	0,33	0,83	1,02	0,47	0,19	0,26
Autre langue	-0,25	-0,37	-1,88	0,07	0,79	n.s.
Français	0,17	0,25	-0,01	0,29	0,41	n.s.

Encore une fois, les résultats que nous obtenons infirment l'hypothèse selon laquelle les immigrants de deuxième génération qui utilisent le français quotidiennement ont des préférences politiques qui s'apparentent plus à celles des francophones que les immigrants de première génération qui utilisent le français quotidiennement (Hypothèse 6). Être issu de la deuxième génération n'a, en effet, pas d'impact statistiquement significatif sur les six indicateurs que nous utilisons

pour mesurer les préférences politiques des néo-Québécois lorsque nos analyses multivariées tiennent compte des caractéristiques sociodémographiques des répondants (voir le [Tableau 10](#)).

Ni le fait d'être de confession musulmane ni le fait d'accorder de l'importance à la religion n'a d'effet statistiquement significatif sur les attitudes politiques des néo-Québécois qui ont participé à l'Étude électorale canadienne de 2019 (à l'exception du sentiment de proximité avec le Parti libéral du Canada). Nous ne sommes donc pas en mesure de confirmer l'hypothèse selon laquelle les immigrants musulmans sont moins susceptibles d'avoir des préférences politiques semblables à celles des francophones que les immigrants qui n'adhèrent pas à la foi musulmane (Hypothèse 7). Nos résultats laissent, malgré tout, présager que les personnes qui estiment que la religion occupe un rôle essentiel dans leur vie pourraient avoir tendance à être moins satisfaites de la performance du gouvernement provincial que les autres ($p = 0,07$). Les immigrants qui affirment être athées sont, pour leur part, relativement plus enclins à être en faveur de l'indépendance du Québec que les autres (voir le [Tableau 10](#)). Il est possible qu'il en soit ainsi, car la laïcité de l'État a principalement été promue par des formations politiques indépendantiste (Parti québécois) et autonomiste (Coalition avenir Québec) au cours des dernières années. Ne pas être affilié à une religion n'a cependant pas d'impact statistiquement significatif sur les cinq autres indicateurs que nous utilisons pour mesurer les préférences politiques des répondants de l'Étude électorale canadienne de 2019, ce qui infirme notre huitième hypothèse. À la lumière de ces résultats, il semble qu'en définitive, le débat sur laïcité de l'État n'a peut-être pas eu un effet plus important sur les préférences politiques des immigrants de confession musulmane que sur les préférences politiques des autres citoyens québécois qui sont issus de l'immigration. Nous demeurons toutefois prudents avant de conclure que tel est bel et bien le cas. En effet, seuls 38 immigrants de confession musulmane ont participé à l'Étude électorale canadienne de 2019. Nous jugeons, de ce fait, qu'il serait pertinent de reproduire nos analyses à l'aide d'un échantillon de citoyens québécois musulmans plus important avant de tirer des conclusions définitives.

La participation politique des immigrants québécois

En 2014

Le [Tableau 12](#), lequel illustre quelles sont les habitudes de participation politiques des répondants du Projet sur la diversité provinciale de 2014, révèle que les immigrants, comme les anglophones,

sont moins enclins que les francophones à voter lors des élections provinciales et fédérales. Le taux de participation des néo-Québécois est, en effet, considérablement plus bas que celui de la population majoritaire francophone (environ 25 points de pourcentage de moins aux élections provinciales et entre 21 et 15 points de pourcentage de moins aux élections fédérales)²⁷. Ces résultats sont, somme toute, plutôt préoccupants, d'autant plus que les personnes qui prennent le temps de répondre à des sondages d'opinion sont, en moyenne, plus enclines que les autres à prendre part à la vie politique de leur communauté (Selb et Munzert, 2013) et que les questions portant sur le vote sont généralement vulnérables à un biais de désirabilité sociale (Andolina et coll., 2003 ; Blais et coll., 2004). Cela dit, ils ne sont pas nécessairement surprenants : la plupart des études qui se penchent sur la participation électorale des nouveaux arrivants et de leurs descendants au Canada soulignent que les immigrants qui sont issus d'une minorité visible sont moins susceptibles de voter que les autres citoyens canadiens (Gidengil et Roy, 2016 ; Reitz et Banerjee, 2007 ; Tossuti, 2007).

TABLEAU 12 : HABITUDES DE PARTICIPATION POLITIQUE DES CITOYENS QUÉBÉCOIS (2014)

	<i>Habitudes de participation politique :</i>					
	Vote (provincial) (0-1)	Vote (fédéral) (0-1)	Contact élu (0-1)	Manifestation (0-1)	Pétition (0-1)	Boycottage (0-1)
Francophones	0,90	0,88	0,13	0,11	0,54	0,37
Anglophones	0,76*	0,78*	0,13	0,09	0,51	0,25*
Première gén.	0,64*	0,67*	0,10	0,12	0,39*	0,21*
Deuxième gén.	0,65*	0,73*	0,17	0,15	0,48	0,28*

Note : *p < 0,05

Le [Tableau 12](#) dénote que les immigrants sont également moins enclins que les francophones à boycotter un produit pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales et à signer une pétition (immigrants de première génération seulement). Nos résultats confirment donc l'hypothèse voulant que les néo-Québécois soient généralement moins susceptibles de participer à la vie politique du Québec et du Canada que les francophones (Hypothèse 9). En revanche, il semble que les immigrants soient tout aussi enclins que les autres citoyens du Québec à contacter

²⁷ Les électeurs qui n'étaient pas admissibles lors de la dernière élection provinciale ou lors de la dernière élection fédérale sont exclus de nos analyses. Ainsi, le fait que certains répondants n'étaient pas encore citoyens lors des dernières élections n'explique pas nos résultats.

un élu et à prendre part à une manifestation. Nous estimons que l'importante mobilisation qui a entouré le dépôt de la *Charte des valeurs québécoises*, laquelle s'est échelonnée du mois de septembre 2013 au mois d'avril 2014, est peut-être à l'origine ce résultat. En effet, au cours des mois qui ont précédé la collecte des données du Projet sur la diversité provinciale de 2014, de nombreux néo-Québécois — dont ceux qui auraient été affectés négativement par l'adoption de ce projet de loi, mais aussi ceux qui s'opposaient à ses fondements — ont exprimé leur opposition face à cette mesure législative, entre autres en prenant part à des manifestations dans les rues des principales villes québécoises (voir Montpetit, 2013 ; Radio-Canada, 2013).

Le [Tableau 13](#) montre qu'en règle générale, le fait de parler français à la maison n'a pas d'impact statistiquement significatif sur la probabilité que les néo-Québécois prennent part à la vie politique du Québec et du Canada. Les immigrants qui utilisent la langue française lorsqu'ils sont à leur domicile seraient toutefois plus susceptibles de boycotter un produit pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales que les autres²⁸. Comme l'indique le [Tableau 12](#), cette forme de participation politique est considérablement plus prisée par les francophones (37 pour cent) que par les anglophones (25 pour cent). Or, les raisons qui sous-tendent pourquoi tel est le cas ne sont pas évidentes. De ce fait, nous n'excluons pas la possibilité qu'une variable tierce soit à l'origine de la relation entre la langue parlée et la propension à avoir recours au boycottage.

L'[Annexe G](#), pour sa part, indique que les néo-Québécois qui, en plus de parler le français à la maison, utilisent cette langue au travail et avec leurs amis sont plus enclins à voter lors des élections provinciales. La probabilité qu'un immigrant qui utilise le français dans ces trois contextes vote lors des élections législatives québécoises (69 pour cent) est près de 20 pour cent plus élevée que la probabilité qu'un immigrant qui n'utilise jamais le français en fasse de même (49 pour cent). À la lumière de ces résultats, il semble que les interactions qu'ont les néo-Québécois avec les personnes qui forment leur réseau social élargi puissent jouer un rôle déterminant dans le processus qui les mène à exercer de leur droit de vote lors des élections législatives québécoises. Il n'est pas nécessairement étonnant que l'usage de la langue française ait un impact statistiquement significatif sur la participation électorale des immigrants au niveau provincial, mais pas sur la participation électorale des immigrants au niveau fédéral. Alors que les campagnes électorales

²⁸ En revanche, l'[Annexe G](#) indique que la relation entre les pratiques linguistiques à l'extérieur de la maison et la probabilité de boycotter un produit pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales n'est pas statistiquement significative.

québécoises se déroulent presque uniquement en français, les campagnes électorales fédérales sont bilingues²⁹. Ainsi, même s'ils ne maîtrisent pas la langue de Molière, les néo-Québécois peuvent tout de même suivre le déroulement des campagnes électorales fédérales en anglais. Les pratiques linguistiques n'ayant un impact statistiquement significatif que sur certaines formes de participation politique précises, nous ne pouvons que de confirmer partiellement l'hypothèse selon laquelle les immigrants qui utilisent le français quotidiennement sont plus enclins à prendre part à la vie politique du Québec que les autres (Hypothèse 10).

TABLEAU 13 : MODÈLES STATISTIQUES (25 À 30)

	<i>Habitudes de participation politique :</i>					
	Vote (provincial) (0-1)	Vote (fédéral) (0-1)	Contact élu (0-1)	Manifestation (0-1)	Pétition (0-1)	Boycottage (0-1)
Lang. maison français	0,027 (0,052)	0,020 (0,050)	0,0002 (0,034)	-0,012 (0,035)	0,065 (0,050)	0,114* (0,044)
Deuxième gén.	-0,202* (0,089)	-0,083 (0,083)	0,167* (0,058)	-0,018 (0,060)	-0,023 (0,085)	0,079 (0,074)
Années Canada	0,004* (0,001)	0,004* (0,001)	-0,001 (0,001)	0,001 (0,001)	0,002 (0,001)	0,0001 (0,001)
Imp. religion	-0,061* (0,024)	-0,060* (0,023)	0,007 (0,015)	0,031 (0,016)	-0,010 (0,023)	-0,012 (0,020)
Femme	-0,015 (0,054)	-0,020 (0,051)	-0,092* (0,035)	-0,031 (0,036)	-0,047 (0,052)	0,020 (0,045)
Âge	0,008* (0,002)	0,007* (0,002)	-0,001 (0,002)	-0,003 (0,002)	-0,003 (0,002)	-0,003 (0,002)
Université	0,078 (0,056)	0,093 (0,054)	0,017 (0,037)	0,030 (0,039)	0,068 (0,055)	0,110* (0,048)
Revenu	0,073* (0,021)	0,079* (0,020)	0,001 (0,014)	-0,007 (0,015)	0,075* (0,022)	0,044* (0,019)
Agglo. Montréal	0,026 (0,055)	0,017 (0,052)	-0,046 (0,036)	-0,012 (0,037)	0,0001 (0,053)	0,006 (0,046)
Ordonnée	-0,002 (0,165)	0,071 (0,156)	0,213* (0,102)	0,137 (0,108)	0,203 (0,154)	0,069 (0,133)
Observations	295	290	385	385	378	381
R ²	0,177	0,191	0,047	0,022	0,070	0,071
R ² ajusté	0,151	0,165	0,024	-0,001	0,047	0,048

Note :

*p < 0,05

Dans un autre ordre d'idées, le [Tableau 13](#) montre qu'un certain nombre de facteurs ont une influence sur la probabilité que les personnes qui sont issues de l'immigration votent lors des

²⁹ À titre d'exemple, le premier débat télévisé en anglais au niveau provincial a eu lieu lors de l'élection de 2018. Entre 1985 et 2018, tous les débats entre les chefs des principaux partis politiques québécois se sont tenus en français seulement.

élections provinciales et fédérales. À l'instar de Gidengil et Roy (2016), nous trouvons que les immigrants qui ont vécu la majeure partie de leur vie au Canada sont plus susceptibles de voter que les autres. Nos résultats attestent également que l'âge et le revenu ont un impact positif et statistiquement significatif sur la participation électorale. Quoiqu'un haut niveau de religiosité soit normalement associé à un taux de participation électorale plus élevé, notamment parce que les personnes qui accordent de l'importance à la religion ont tendance à considérer que le vote est un devoir citoyen (Blais et coll., 2002 ; Rubenson et coll., 2004), nos analyses multivariées indiquent que les néo-Québécois qui estiment que la religion occupe un rôle essentiel dans leur vie sont, au contraire, moins susceptibles d'exercer leur droit de vote que les autres. Le fait que la pluralité des immigrants qui ont participé au Projet sur la diversité provinciale de 2014 soit issue d'une minorité religieuse ne semble pas expliquer ce résultat. Comme le remarquent Bevelander et Pendakur (2009), les citoyens canadiens qui ne sont pas de foi chrétienne, même s'ils ne participent pas autant que ceux qui sont catholiques ou protestants, sont tout aussi enclins à voter lors des élections provinciales et fédérales que ceux qui se disent non religieux ou athées. En conséquence, nous sommes d'avis que le lien entre l'importance qu'accordent les immigrants qui sont issus d'une minorité visible à la religion et la participation électorale nécessite une analyse plus détaillée.

Dans l'ensemble, nos résultats infirment l'hypothèse selon laquelle les immigrants de deuxième génération qui utilisent le français quotidiennement sont plus enclins à participer à la vie politique du Québec que les immigrants de première génération qui utilisent le français quotidiennement (Hypothèse 11). Lorsque nos analyses multivariées prennent en considération les caractéristiques sociodémographiques des répondants du Projet sur la diversité provinciale de 2014, le fait d'être issu de la deuxième génération a uniquement un impact positif et statistiquement significatif sur la probabilité de contacter un élu (voir le [Tableau 13](#)). Finalement, les résultats présentés dans l'[Annexe H](#) stipulent que les immigrants qui se disent victimes de discrimination sont plus enclins que les autres à signer une pétition ou à boycotter un produit pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales. Même si, comme nous nous y attendions, la relation entre le nombre de contextes dans lesquels les néo-Québécois rapportent avoir subi des actes discriminatoires et la participation électorale est négative, celle-ci n'est pas statistiquement significative. Nous ne pouvons, ainsi, que confirmer partiellement l'hypothèse selon laquelle les immigrants qui sont victimes de discrimination tendent à participer plus de façon dite non conventionnelle que les autres, mais sont moins portés à voter que ceux qui n'ont pas l'impression d'être

discriminés (Hypothèse 12). Étant donné que nos analyses multivariées qui prennent en considération le nombre de contextes dans lesquels les immigrants se disent victimes de discrimination reposent sur très peu d'observations, nous jugeons cependant qu'il est probable que nos modèles n'aient tout simplement pas la puissance statistique nécessaire pour déterminer si la relation entre la discrimination perçue et la participation électorale est statistiquement significative.

En 2019

Les habitudes de participation politique des immigrants qui ont participé à l'Étude électorale canadienne de 2019 sont plus similaires à celles des francophones que les habitudes de participation politique des immigrants qui ont participé au Projet sur la diversité provinciale de 2014. En effet, le [Tableau 14](#) indique que hormis en ce qui concerne l'adhésion à une formation politique provinciale, les néo-Québécois sont autant — voire plus — enclins à prendre part à la vie politique de leur communauté que les citoyens dont la langue maternelle est le français. Nous ne sommes donc pas en mesure de confirmer l'hypothèse selon laquelle les immigrants sont légèrement moins susceptibles de participer à la vie politique que les francophones (Hypothèse 9) avec les données de l'Étude électorale canadienne de 2019. La différence entre nos deux échantillons est peut-être imputable au fait que les néo-Québécois qui ont participé au Projet sur la diversité provinciale de 2014 sont tous issus d'une minorité visible. Comme le stipulent Gidengil et Roy (2016), ce groupe de citoyens participe généralement moins à la vie politique que les autres, notamment parce qu'en moyenne, ses membres résident au Canada depuis quelques années seulement. Hélas, puisque l'Étude électorale canadienne de 2019 n'inclut pas de données précises nous permettant de déterminer si les répondants sont issus d'une minorité visible ou non, nous ne pouvons que supposer que tel est le cas.

Il est intéressant de constater que le pourcentage de répondants qui affirment avoir voté lors de la dernière élection fédérale est, tous groupes confondus, beaucoup plus élevé lorsque nos analyses se basent sur les données de l'Étude électorale canadienne de 2019 (entre 92 et 95 pour cent) plutôt que sur les données du Projet sur la diversité provinciale de 2014 (entre 65 et 90 pour cent). Le fait que nous mesurons la participation électorale des répondants de l'Étude électorale canadienne de 2019 à l'aide d'une question qui était posée dans la deuxième vague de ce sondage explique possiblement ce résultat. En effet, comme le remarquent Selb et Munzert (2013), les

personnes qui acceptent de prendre part à plusieurs vagues d'une même enquête électorale sont souvent beaucoup plus politisées que le citoyen moyen.

TABLEAU 14 : HABITUDES DE PARTICIPATION POLITIQUE DES CITOYENS QUÉBÉCOIS (2019)

	<i>Habitudes de participation politique :</i>					
	Membre parti (provincial) (0-1)	Vote (fédéral) (0-1)	Contact élu (0-1)	Manifestation (0-1)	Pétition (0-1)	Boycottage (0-1)
Francophones	0,06	0,93	0,14	0,20	0,48	0,48
Anglophones	0,05	0,92	0,24*	0,18	0,52	0,48
Première gén.	0,03*	0,93	0,21*	0,29*	0,49	0,49
Deuxième gén.	0,02*	0,95	0,26*	0,22	0,54	0,50

Note : *p < 0,05

Contrairement à nos attentes, le [Tableau 14](#) montre que les immigrants de première génération et les immigrants de deuxième génération sont fortement plus susceptibles de contacter un élu que les francophones. Il nous apparaît probable que ce résultat découle du fait que, dans les mois qui ont précédé la collecte des données de l'Étude électorale canadienne de 2019, de nombreux néo-Québécois — entre autres ceux de confessions musulmane, juive et sikhe — se sont mobilisés contre l'adoption de la *Loi sur la laïcité de l'État* par l'Assemblée nationale du Québec (voir Montpetit, 2019 ; Radio-Canada, 2019)³⁰. Les résultats présentés dans le [Tableau 15](#), lesquels attestent que les immigrants qui accordent de l'importance à la religion sont plus enclins à contacter un élu que les autres, semblent d'ailleurs appuyer cette hypothèse. La mobilisation citoyenne contre la *Loi sur la laïcité de l'État* pourrait aussi expliquer pourquoi une plus grande proportion d'immigrants de première génération (29 pour cent) que de francophones (20 pour cent) affirment avoir pris part à une manifestation au cours de la dernière année.

Comme l'illustre le [Tableau 15](#), les pratiques linguistiques n'ont, en règle générale, pas d'effet statistiquement significatif sur les habitudes de participation politique des immigrants qui ont participé à l'Étude électorale canadienne de 2019. Compte tenu de ce fait, nous ne pouvons pas confirmer l'hypothèse voulant que les néo-Québécois qui utilisent quotidiennement le français soient plus enclins à participer à la vie politique du Québec que ceux qui utilisent l'anglais ou une

³⁰ À l'époque, plusieurs élus municipaux, provinciaux et fédéraux s'étaient notamment joints aux représentants des communautés ethnoculturelles et religieuses pour exprimer leur opposition face à cette mesure législative, laquelle interdit le port de signes religieux aux fonctionnaires en position d'autorité coercitive et aux enseignants qui exercent leur profession dans un établissement public (Lowrie, 2019).

autre langue (Hypothèse 10). En revanche, il convient de noter que nos résultats laissent présager que les néo-Québécois qui parlent français à la maison sont plus susceptibles de boycotter un produit pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales que les autres. Étant donné que nous parvenons au même constat avec les données du Projet sur la diversité provinciale de 2014 (voir le [Tableau 13](#)), il semble qu'il existe bel et bien une relation entre l'usage du français à la maison et le boycottage. Nous ne sommes toutefois pas à même d'expliquer pourquoi il en est ainsi.

TABLEAU 15 : MODÈLES STATISTIQUES (31 À 36)

	<i>Habitudes de participation politique :</i>					
	Membre parti (provincial) (0-1)	Vote (fédéral) (0-1)	Contact élu (0-1)	Manifestation (0-1)	Pétition (0-1)	Boycottage (0-1)
Lang. maison français	-0,008 (0,018)	0,007 (0,024)	0,009 (0,048)	0,025 (0,042)	0,084 (0,057)	0,102* (0,048)
Deuxième gén.	-0,005 (0,029)	0,038 (0,038)	-0,0005 (0,075)	-0,005 (0,065)	-0,086 (0,088)	0,025 (0,075)
Années Canada	-0,0001 (0,001)	-0,0003 (0,001)	0,001 (0,001)	-0,001 (0,001)	0,003* (0,002)	0,001 (0,001)
Imp. religion	-0,003 (0,007)	-0,014 (0,010)	0,038* (0,019)	-0,018 (0,017)	0,010 (0,023)	-0,022 (0,019)
Femme	0,014 (0,017)	0,021 (0,023)	-0,135* (0,045)	0,010 (0,039)	0,014 (0,053)	0,095* (0,045)
Âge	0,001 (0,001)	0,001 (0,001)	-0,001 (0,001)	-0,004* (0,001)	-0,001 (0,002)	-0,001 (0,001)
Université	-0,028 (0,019)	0,007 (0,024)	0,017 (0,049)	0,123* (0,042)	0,094 (0,057)	0,198* (0,049)
Revenu	0,001 (0,004)	0,008 (0,004)	0,018* (0,008)	-0,002 (0,010)	0,017 (0,009)	-0,004 (0,011)
Agglo. Montréal	0,008 (0,018)	0,057* (0,024)	-0,002 (0,048)	-0,034 (0,041)	-0,039 (0,057)	0,014 (0,047)
Sondage		-0,026 (0,027)		0,079 (0,047)		0,222* (0,054)
Ordonnée	0,020 (0,048)	0,857* (0,063)	0,103 (0,123)	0,482* (0,110)	0,215 (0,145)	0,256* (0,126)
Observations	347	493	365	489	370	485
R ²	0,014	0,030	0,051	0,070	0,038	0,097
R ² ajusté	-0,012	0,010	0,027	0,051	0,014	0,078

Note :

*p < 0,05

Dans un autre ordre d'idées, les résultats de nos analyses multivariées indiquent que le nombre d'années vécues au Canada, le revenu, l'âge et l'importance accordée à la religion n'ont pas d'impact statistiquement significatif sur la participation électorale des répondants de l'Étude

électorale canadienne de 2019. Si ce constat est inattendu, notamment parce qu'il est en contradiction avec les résultats que nous obtenons à l'aide des données du Projet sur la diversité provinciale de 2014, nous considérons qu'il découle potentiellement du fait qu'il n'y a pas assez de variation dans les réponses des personnes qui ont participé à l'Étude électorale canadienne de 2019 pour déterminer quels sont facteurs qui influencent les néo-Québécois à exercer ou non leur droit de vote. Finalement, le [Tableau 15](#) montre que les nouveaux arrivants et leurs descendants ont pratiquement les mêmes habitudes de participation politique lorsque nous prenons en considération leurs pratiques linguistiques et leurs principales caractéristiques sociodémographiques. Ce résultat infirme donc l'hypothèse selon laquelle les immigrants de première génération qui utilisent le français quotidiennement sont moins enclins à prendre part à la vie politique du Québec que les immigrants de deuxième génération qui utilisent le français quotidiennement (Hypothèse 11).

Conclusion

L'objectif principal de cette recherche était de déterminer si le français — langue que connaissent aujourd'hui plus de huit néo-Québécois sur dix — est un facteur de convergence entre les valeurs, les préférences et les habitudes de participation politique des immigrants et celles de la population majoritaire francophone du Québec. Dans un premier temps, les résultats de nos analyses révèlent qu'à maints égards, les valeurs politiques des citoyens qui sont de l'immigration sont semblables à celles des autres Québécois. Quoique les immigrants de première génération soient légèrement plus susceptibles d'adhérer à des valeurs traditionnelles que les francophones, ils sont, au même titre que ces derniers, plus enclins à être en faveur du mariage entre personnes de même sexe que de s'y opposer. Ils sont également d'avis que la société se porte mieux lorsque les femmes intègrent le marché du travail. Ces résultats ne sont pas sans rappeler ceux obtenus par Brouard et Tiberj (2005 ; 2011) en France, lesquels montrent que même si les immigrants ont généralement des positions un peu plus conservatrices que les autres citoyens par rapport aux questions sociales, leurs valeurs politiques ne diffèrent pas outre mesure de celles du reste de la population.

Nous trouvons qu'en règle générale, les pratiques linguistiques n'ont pas d'effet statistiquement significatif sur les valeurs politiques des néo-Québécois : qu'ils utilisent le français sur une base quotidienne ou non, les immigrants ont approximativement les mêmes opinions à l'égard du rôle des femmes dans la société, de l'importance du modèle familial traditionnel, des droits des personnes homosexuelles et de l'accès à l'avortement. Une telle conclusion n'est pas

nécessairement surprenante, dans la mesure où les attitudes des francophones et des anglophones à l'égard de ces enjeux sont pratiquement identiques.

Dans un deuxième temps, les résultats de nos analyses indiquent qu'en ce qui a trait à l'identité et aux préférences politiques, les attitudes des néo-Québécois s'apparentent plus à celles de la minorité anglophone qu'à celles de la majorité francophone. En moyenne, les immigrants ont une meilleure relation avec la communauté politique canadienne qu'avec la communauté québécoise, sont plus attachés au Canada qu'au Québec et ne sont pas favorables au projet souverainiste. Ils sont aussi fortement plus susceptibles de se sentir proches du Parti libéral du Québec et du Parti libéral du Canada que les francophones. Ces résultats sont semblables à ceux d'un certain nombre d'études, dont celles de Bélanger et Perrella (2008), de Bilodeau (2013) et de Bilodeau et Kanji (2010). À l'instar d'autres travaux publiés au cours des deux dernières décennies (Lavoie et Serré, 2002 ; Bilodeau et coll., 2010 ; Bilodeau, 2016), notre étude montre cependant que les préférences politiques des néo-Québécois qui parlent français quotidiennement convergent vers celles de la population majoritaire francophone du Québec. La langue qu'utilisent les immigrants avec les personnes qui forment leurs réseaux sociaux immédiats a donc une influence substantielle sur le rapport qu'ils entretiennent avec la communauté politique québécoise.

Même si le fait de parler le français à la maison, au travail et avec les amis ne comble pas entièrement l'écart attitudinal entre les immigrants et les francophones, il semble, à la lumière de nos résultats, que les politiques publiques que le gouvernement québécois met en place pour promouvoir l'usage de la langue de Molière puissent avoir des conséquences concrètes sur la façon dont les néo-Québécois interagissent avec la politique. Elles pourraient, entre autres, avoir des répercussions sur les résultats des élections législatives québécoises, notamment dans les circonscriptions où les citoyens qui sont issus de l'immigration forment une part importante de l'électorat. Effectivement, la probabilité que les néo-Québécois se sentent plus proches du Parti libéral du Québec que des autres formations politiques provinciales est considérablement moins élevée lorsque ceux-ci parlent le français sur une base quotidienne. Toute mesure qui mènerait un plus grand nombre de néo-Québécois à adopter le français comme principale langue d'usage pourrait aussi avoir un impact positif sur la relation qu'entretient la population immigrante avec le gouvernement du Québec. Nos analyses indiquent, en effet, que les immigrants qui parlent

français quotidiennement ont un niveau de confiance relatif beaucoup plus élevé envers l'Assemblée nationale que les immigrants qui parlent plutôt l'anglais ou une autre langue.

Prendre en considération le possible effet modérateur de l'affiliation religieuse sur les préférences politiques des nouveaux arrivants et de leurs descendants nous a permis de vérifier si, au terme du débat sur la laïcité de l'État, les immigrants de confession musulmane — et, plus généralement, les immigrants qui se disent religieux — entretiennent le même rapport avec la communauté politique québécoise que le reste de la population immigrante. Les résultats que nous obtenons à l'aide des données du Projet sur la diversité provinciale de 2014 attestent que les néo-Québécois qui adhèrent à la foi musulmane ont un niveau de confiance relatif envers le gouvernement québécois inférieur à celui des autres immigrants, et ce, qu'ils utilisent le français quotidiennement ou non. Ils montrent aussi que les néo-Québécois qui accordent beaucoup d'importance à la religion sont plus enclins que les autres à préférer la communauté politique canadienne à la communauté politique québécoise. Nous ne parvenons toutefois pas à reproduire ces résultats avec les données de l'Étude électorale canadienne de 2019. Bien qu'il soit envisageable que les résultats que nous obtenions avec les données du Projet sur la diversité provinciale de 2014 témoignent d'une réaction forte, mais éphémère, au projet de *Charte des valeurs québécoises*, nous n'excluons pas la possibilité que nos modèles qui se basent sur les données de l'Étude électorale canadienne 2019 n'aient pas la puissance statistique nécessaire pour déterminer si le fait d'adhérer à la foi musulmane a un impact statistiquement significatif sur les préférences politiques des néo-Québécois.

Enfin, nos analyses brossent deux portraits différents des habitudes de participation politique des citoyens qui sont issus de l'immigration. D'une part, les résultats que nous obtenons avec les données du Projet sur la diversité provinciale de 2014 dénotent que les immigrants sont moins enclins à voter et à prendre part à la vie citoyenne que les francophones. D'autre part, les résultats que nous obtenons avec les données de l'Étude électorale canadienne de 2019 laissent présager que les néo-Québécois ont à peu près les mêmes habitudes de participation politique que la population majoritaire, voire qu'ils sont plus susceptibles de contacter un élu et de manifester (première génération seulement) que les francophones. Si cette différence entre nos deux échantillons semble indiquer qu'en moyenne, les immigrants qui sont issus d'une minorité visible participent moins que les autres immigrants — une tendance précédemment observée par Gidengil et Roy (2016) —, nous ne sommes néanmoins pas en mesure de confirmer que tel est bien le

cas. Dans les faits, puisque nous ne disposons pas d'information précise à propos des groupes de population auxquels appartiennent les personnes qui ont pris part à l'Étude électorale canadienne de 2019, il nous est impossible de vérifier si les répondants de ce sondage qui sont issus d'une minorité visible participent moins à la vie citoyenne que les autres. De manière importante, nous trouvons que les néo-Québécois qui utilisent le français à la maison, au travail et avec leurs amis sont beaucoup plus enclins à voter lors des élections législatives québécoises que ceux qui utilisent une autre langue dans ces trois contextes. Il semble donc qu'au fil de leurs interactions avec d'autres personnes qui parlent le français, les immigrants québécois développent un plus grand intérêt pour la politique provinciale ; intérêt qui, à terme, les mène à se prévaloir de leur droit de vote. Si elles s'avèrent efficaces, les mesures que le gouvernement du Québec met en place pour promouvoir l'usage du français pourraient, par conséquent, avoir une incidence positive sur le taux de participation des citoyens qui sont issus de l'immigration lors des élections provinciales québécoises.

Nous estimons que les prochaines recherches qui porteront sur le lien entre les pratiques linguistiques et les préférences politiques des néo-Québécois devraient analyser la relation entre l'affiliation religieuse et les attitudes à l'égard de la communauté politique québécoise à l'aide d'un échantillon d'immigrants de confession musulmane plus important que celui de l'Étude électorale canadienne de 2019. Ces travaux permettraient de mieux comprendre quels ont été les effets de l'adoption de la *Loi sur la neutralité religieuse* et de l'adoption de la *Loi sur la laïcité de l'État* sur le rapport qu'entretiennent les citoyens qui adhèrent à la foi musulmane avec le gouvernement du Québec. Ils permettraient, surtout, de confirmer s'il est exact que le débat sur la laïcité de l'État n'a pas eu plus d'impact sur les préférences politiques des immigrants musulmans que sur celles des immigrants non musulmans.

Dans un autre ordre d'idées, nous jugeons qu'il serait pertinent de mener un sondage auprès d'un échantillon composé à la fois d'immigrants qui sont issus d'une minorité visible et d'immigrants qui sont issus du groupe de population majoritaire. S'il est vrai que l'Étude électorale canadienne de 2019 inclut des données sur l'ensemble de la population immigrante du Québec, elle ne permet pas de distinguer les réponses des néo-Québécois qui sont issus d'une minorité visible de celles des autres immigrants. Une telle enquête permettrait d'étudier les attitudes et les comportements politiques des néo-Québécois avec plus de précision, mais aussi de mieux isoler l'influence des pratiques linguistiques sur les préférences politiques. Alors que

l'enjeu du racisme occupe une place de plus en plus importante au cœur du débat politique — et que les gouvernements provincial et fédéral ont adopté des stratégies distinctes pour s'attaquer aux différentes formes de discrimination auxquelles font face les minorités visibles —, il nous apparaît nécessaire d'examiner si le fait d'être issu d'un groupe ethnoculturel minoritaire modère la relation entre le fait de parler français et les préférences politiques.

Finalement, nous sommes d'avis qu'il serait intéressant que les prochaines recherches qui se pencheront sur le lien entre les pratiques linguistiques et les attitudes politiques des néo-Québécois étudient plus en détail le rapport qu'entretiennent les citoyens qui sont issus de l'immigration avec la langue française. Pour certains immigrants, notamment ceux qui sont originaires d'Haïti, du Maghreb ou de l'Afrique de l'Ouest, le français n'est pas que la langue officielle du Québec ; elle est aussi l'un des vestiges de l'Empire colonial français. Et même s'ils utilisent cette langue à la maison, au travail et avec leurs amis, il est possible qu'ils n'y attribuent pas la même connotation politique et identitaire que les autres Québécois. Ainsi, il n'est pas inconcevable que l'impact qu'ont les pratiques linguistiques sur les attitudes et les comportements politiques puisse varier en fonction de la relation qu'ont les immigrants québécois avec le français.

Références

- Andolina, M., Keeter, S., Zukin, C. et Jenkins, K. (2003). *A guide to the index of civic and political engagement*. The Center for Information and Research on Civic Learning and Engagement.
- Bakali, N. (2015). Contextualising the Quebec Charter of Values: How the Muslim ‘other’ is conceptualised in Quebec. *Culture and Religion*, 16(4), 412–429.
- Banting, K. et Soroka, S. (2012). Minority nationalism and immigrant integration in Canada. *Nations and Nationalism*, 18 (1), 156–176.
- Beaulieu, I. (2003). Le premier portrait des enfants de la loi 101 : sondage auprès des jeunes Québécois issus de l’immigration récente. Dans *L’état du Québec 2003*. Institut du Nouveau Monde.
- Beauregard, J., Arteau, G. et Drolet-Brassard, R. (2019). *Testing à l'embauche des Québécoises et Québécois d'origine maghrébine à Québec. Recherches sociographiques*, 60(1), 35–61.
- Behiels, M. D. (1991). *Quebec and the question of immigration. From ethnocentrism to ethnic pluralism, 1900-1985*. (Canada’s Ethnic Groups, 18). Canadian Historical Association.
- Bélair-Cirino, M. (2018). Nouvel échec du Québec devant la cour. *Le Devoir*, <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/531362/l-article-controverse-de-la-loi-sur-la-neutralite-religieuse-suspendu-a-nouveau>
- Bélanger, É. et Mahéo, V-A. (2020). Le Parti québécois dans le nouveau système multipartite : évolution des appuis générationnels au PQ de 2007 à 2018. *Politique et Sociétés*, 39(3), 19–55.
- Bélanger, É. et Nadeau, R. (2009). *Le comportement électoral des Québécois*. Les Presses de l’Université de Montréal.
- Bélanger, É. et Nadeau, R. (2012). L’électeur québécois et les partis. Dans *Les partis politiques québécois dans la tourmente : mieux comprendre et évaluer leur rôle*, sous la direction de Pelletier, R., 169–193. Les Presses de l’Université Laval.
- Bélanger, É. et Perrella, A. (2008). Facteurs d’appui à la souveraineté du Québec chez les jeunes : Une comparaison entre francophones, anglophones et allophones. *Politique et Sociétés*, 27(3), 13–40.
- Berelson, B., Lazarsfeld, P. et McPhee, W. (1954). *Voting: A study of opinion formation in a presidential campaign*. University of Chicago Press.
- Bevelander, P. et Pendakur, R. (2009). Social capital and voting participation of immigrants and minorities in Canada. *Ethnic and Racial Studies*, 32(8), 1406–1430

- Bilodeau, A. (2013). L'avantage libéral : le vote des minorités visibles à l'élection québécoise de 2012. Dans *Les Québécois aux urnes : les partis, les médias et les citoyens en campagne*, sous la direction de Bastien, F., Bélanger, É. et Gélinau, F., 237–250. Les Presses de l'Université de Montréal.
- Bilodeau, A. (2016). Usage du français et préférences politiques des néo-Québécois. *Revue canadienne de science politique*, 49(1), 41–62.
- Bilodeau, A. (2017). Mobilisation or demobilisation? Perceived discrimination and political engagement among visible minorities in Quebec. *Political Science*, 69(2), 122–138.
- Bilodeau, A. et Kanji, M. (2010). The new immigrant voter, 1965–2004: The emergence of a new liberal partisan? » Dans *Perspectives on the Canadian voter: Puzzles of influence and choice*, sous la direction de Anderson, C. et Stephenson, L., 65–85. UBC Press.
- Bilodeau, A., White, S. et Nevitte, N. (2010). The development of dual loyalties: immigrants' integration to Canadian regional dynamics. *Canadian Journal of Political Science*, 43(3), 515–544.
- Bilodeau, A., Turgeon, L., White, S. et Henderson, A. (2015). Seeing the same Canada? Visible minorities' views of the federation. » *Études IRPP*, 56.
- Bilodeau, A., Turgeon, L., White, S. et Henderson, A. (2019). *Projet sur la diversité provinciale*. <http://odesi2.scholarsportal.info/webview/index.jsp?object=http://142.150.190.128:80%2Fobj%2FfStudy%2Fcora-prov-diversity-E-2014&mode=documentation&v=2&top=yes>
- Blais, A. (1991). Le clivage linguistique au Canada. *Recherches sociographiques*, 32(1), 43–54.
- Blais, A. (2005). Accounting for the electoral success of the Liberal Party in Canada. Presidential address to the Canadian Political Science Association London, Ontario June 3, 2005. *Canadian Journal of Political Science*, 38(4), 821–840.
- Blais, A. et Nadeau, R. (1984). L'appui au Parti québécois : évolution de la clientèle de 1970 à 1981. Dans *Comportement électoral au Québec*, sous la direction de Crête, J. Gaëtan Morin.
- Blais, A., Gidengil, E., Nadeau, R. et Nevitte, N. (2002). Generational change and the decline of political participation: the case of voter turnout in Canada. *Citizenship on trial: Interdisciplinary perspectives on the socialization of adolescents*.
- Blais, A., Gidengil, E., Nevitte, N. et Nadeau, R. (2004). Where does turnout decline come from? *European Journal of Political Research*, 43, 221–236.
- Boissevain, J. (1970). *The Italians of Montreal: Social adjustment in a plural society* (Studies of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism, 7). Queen's Printer.
- Boudarbat, B. et Connolly, M. (2013). *Évolution de l'accès à l'emploi et des conditions de travail des immigrants au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique entre 2006 et 2012*. CIRANO.

- Boudarbat, B. et Ebrahimi, P. (2016). L'intégration économique des jeunes issus de l'immigration au Québec et au Canada. *Cahiers québécois de démographie*, 45(2), 121–144.
- Breen, R., Karlson, K. et Holm, A. 2018. Interpreting and understanding logits, probits, and other nonlinear probability models. *Annual Review of Sociology*, 44(1), 39–54.
- Brouard, S. et Tiberj, V. (2005). *Des Français comme les autres ?* Presses de Sciences Po.
- Brouard, S. et Tiberj, V. (2011). *As French as everyone else? A survey of French citizens of Maghrebin, African, and Turkish origin.* Temple University Press.
- Corriveau, J. (2019). Québec accusé de créer un régime d'inégalités. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/558337/la-cour-superieure-entend-la-contestation-de-la-loi-sur-la-laicite-de-l-etat>
- CQMF. (2019). *Mémoire déposé à la Commission des Institutions sur le projet de loi n° 21 sur la laïcité de l'État*. http://www.assnat.qc.ca/Media/Process.aspx?MediaId=ANQ.Vigie.Bll.DocumentGenerique_145749&process=Default&token=ZyMoxNwUn8ikQ+TRKYwPCjWrKwg+vIv9rjj7p3xLGTZDmLVSmJLoqe/vG7/YWzz
- CROP. (2017). *Êtes-vous favorable au mariage de personnes de même sexe? 74 % des Canadiens le sont, 80 % au Québec*. <https://www.crop.ca/fr/blog/2017/206/>
- Daoust-Boisvert, A. (2013). Charte des valeurs québécoises – Des femmes musulmanes seraient victimes d'intimidation. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/389028/des-femmes-musulmanes-seraient-victimes-d-intimidation>
- Daniel, D. (2006). La politique d'immigration au Québec. Dans *Politiques publiques : le Québec comparé*, sous la direction de Amara, N. et Crête J. Presses de l'Université Laval.
- Ferhi, S. (2013). Immigration maghrébine au Québec : quelle intégration? » *Migrations Société*, 25, 29–48.
- Gagné, G. et Langlois, S. (2002). *Les raisons fortes : Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*. Presses de l'Université de Montréal.
- Gagnon, A., Guibernau, M. et Rocher, F. (2003). *The conditions of diversity in multinational democracies*. Institute for Research on Public Policy.
- Gidengil, E. et Roy, J. (2016). Is there a racial divide? Immigrants of visible minority background in Canada. Dans *Just ordinary citizens? Toward a comparative portrait of the political immigrant*, sous la direction de Bilodeau, A. University of Toronto Press.
- Gidengil, E. et Stolle, D. (2009). The role of social networks in immigrant women's political incorporation. *International Migration Review*, 43(4), 727–763.
- Girard, M., Smith, M. et Renaud, J. (2008). Intégration économique des nouveaux immigrants : adéquation entre l'emploi occupé avant l'arrivée au Québec les emplois occupés depuis l'immigration. *Cahiers canadiens de sociologie*, 33(4), 791–814.
- Glaser, J. M. et Gilens, M. (1997). Interregional migration and political socialization: A study of racial attitudes under pressure ». *Public Opinion Quarterly*, 61, 72–86.

- Gouvernement du Québec. (1991). *Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains*. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/immigration/publications-adm/accord/AC_canada_quebec_immigration_MIDI.pdf
- Gouvernement du Québec. (2020a). *Les facteurs et les critères de sélection*. <https://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/travailleurs-permanents/conditions-requises/>
- Gouvernement du Québec (2020b). *Programme d'intégration linguistique pour les immigrants 2020-2021*. <http://www.mifi.gouv.qc.ca/publications/fr/divers/Pili.pdf>
- Hellevik, O. (2009). Linear versus logistic regression when the dependent variable is a dichotomy. *Quality & Quantity*, 43(1), 59–74.
- Huckfeldt, R. et Sprague, J. (1987). Networks in context: The social flow of information. *American Political Science Review*, 81, 1197–1216.
- Inglehart, R. (1977). *The silent revolution: Changing values and political styles among Western publics*. Princeton : Princeton University Press.
- Institut de la statistique du Québec. (2018). *Le bilan démographique du Québec*. Québec : Gouvernement du Québec.
- Johnson, R. et Pattie, C. (2005). Putting voters in their places: Local context and voting in England and Wales, 1997. Dans *The social logic of politics: Personal networks as contexts for political behavior*, sous la direction de Zuckerman, A. Temple University Press.
- Kilolo Malambwe, J. (2017). Les immigrants du Québec : participation au marché du travail et qualité de l'emploi. *Canadian Ethnic Studies*, 49(2), 33–52.
- Kostov, C. (2008). Canada-Quebec immigration agreements (1971–1991) and their impact on federalism. *American Review of Canadian Studies*, 38(1), 91–103
- Lavoie, N. et Serré, P. (2002). Du vote bloc au vote social: le cas des citoyens issus de l'immigration de Montréal, 1995–1996. *Revue canadienne de science politique*, 35(1), 49–74.
- Lazarsfeld, P., Berelson B. et Gaudet, H. 1968. *The people's choice. How the voter makes up his mind in a presidential campaign*. Columbia University Press.
- Létourneau, J. (2002). Langue et identité au Québec aujourd'hui. Enjeux, défis, possibilités. *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, 5(2), 79–110.
- Levine, J. (2005). Choosing alone? The social network basis of modern political choice. Dans *The social logic of politics: personal networks as contexts for political behavior*, sous la direction de Zuckerman, A. Temple University Press.
- Levine, M. (1991). *The reconquest of Montreal*. Temple University Press.

- Lowrie, M. (2019). Des élus manifestent contre le projet de loi 21 sur la laïcité. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/552181/des-elus-de-divers-milieux-manifestent-contre-le-projet-de-loi-21>
- Mahéo, V-A. et Bélanger, É. (2018). Is the Parti Québécois bound to disappear? A study of the current generational dynamics of electoral behaviour in Quebec. *Canadian Journal of Political Science*, 51(2), 335–56.
- Manai, B. (2018). *Les Maghrébins de Montréal*. Presses de l'Université de Montréal.
- MacKuen, M. et Brown, C. (1987). Political context and attitude change. *American Political Science Review*, 81(2), 471–490.
- Montpetit, C. (2013). Une coalition multireligieuse pour la laïcité s'oppose à la Charte des valeurs québécoises. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/390934/une-coalition-multireligieuse-pour-la-laicite-s-oppose-a-la-charte-des-valeurs-quebecoises>
- Montpetit, C. (2019). Des milliers de personnes défilent contre le projet de loi sur la laïcité. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/551659/des-milliers-de-manifestants-contre-le-projet-de-loi-sur-la-laicite-a-montreal>
- Nadeau, F. et Helly, D. (2016). Extreme Right in Quebec? The Facebook Pages in Favor of the “Quebec Charter of Values”. *Canadian Ethnic Studies*, 48(1), 1–18.
- Nadeau, F., Helly, D., Lacombe, S. et Koussens, D. (2016). Une extrême droite en émergence? Les pages Facebook pour la Charte des valeurs québécoises. *Recherches sociographiques*, 57(2), 505–521.
- Nadeau, R. et Bélanger, É. (1999). L'appui aux partis politiques québécois, 1989-1998. Dans *L'année politique au Québec 1997-1998*, sous la direction de Boily, R. Presses de l'Université de Montréal.
- Nadeau, R. et Bélanger, É. (2013). Un modèle général d'explication du vote des Québécois. Dans *Les Québécois aux urnes : les partis, les médias et les citoyens en campagne*, sous la direction de Bastien, F., Bélanger, É. et Gélinau, F., 191–207. Les Presses de l'Université de Montréal.
- Office québécois de la langue française. (2016). *Portrait démologique de la population immigrante (1996-2016)*. <https://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/sociolinguistique/2019/rapport-4-portrait-demologique-pop-immigrante.pdf>
- Office québécois de la langue française. (2017). *Langue et éducation au Québec*. https://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/sociolinguistique/2017/20170331_etude1.pdf
- Piché, V. (2003). Un siècle d'immigration au Québec : de la peur à l'ouverture. Dans *La démographie québécoise : enjeux du XXIe siècle*, sous la direction de Le Bourdais, C. et Piché, V. Presses de l'Université de Montréal.
- Radio-Canada. (2013). Des milliers de voix contre la charte des valeurs. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/632148/manifstation-charte-valeurs-montreal>

- Radio-Canada. (2019). Des milliers de personnes dans les rues de Montréal contre le projet de loi sur la laïcité. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1162983/politique-laicite-projet-loi-21-caq-manifestation-montreal>
- Ramakrishnan, S. K. (2005). *Democracy in immigrant America: Changing demographics and political participation*. Stanford University Press.
- Reitz, J. et Banerjee, R. (2007). Ethnocultural communities: Participation and social cohesion. Dans *Belonging? Diversity, recognition and shared citizenship in Canada*, sous la direction de Banting, K., Courchesne, T. et Seidle, L. Institute for Research on Public Policy.
- Robert, J. (2005). L'intégration vue du Québec. *Santé, Société et Solidarité*, 4(1), 69–77.
- Röder, A. (2015). Immigrants' attitudes toward homosexuality: Socialization, religion, and acculturation in European host societies. *International Migration Review*, 49(4), 1042–1070.
- Rubenson, D., Blais, A., Fournier, P., Gidengil, E. et Nevitte, N. (2004). Accounting for the age gap in turnout. *Acta Politica*, 39(4), 407–421.
- Selb, P. et Munzert, S. (2013). Voter overrepresentation, vote misreporting, and turnout bias in postelection surveys. *Electoral Studies*, 32(1), 186–196.
- Statistique Canada. (2011). *Statut des générations : les enfants nés au Canada de parents immigrants*, produit n° 99-010-X2011003 au catalogue de Statistique Canada. https://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-010-x/99-010-x2011003_2-fra.cfm
- Statistique Canada. (2017). *Recensement de la population de 2016, produit n° 98-400-X2016190 au catalogue de Statistique Canada*. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/index-fra.cfm>
- Stephenson, L., Harell, A., Rubenson, D. et Loewen, P. (2020a). *Étude électorale canadienne de 2019 – Sondage Internet*. <https://doi.org/10.7910/DVN/DUS88V>, Harvard Dataverse, V1.
- Stephenson, L., Harell, A., Rubenson, D. et Loewen, P. (2020b). *Étude électorale canadienne de 2019 – Sondage téléphonique*. <https://doi.org/10.7910/DVN/8RHLG1>, Harvard Dataverse, V1.
- Teisceira-Lessard, P. (2020). Appui à la souveraineté : une Saint-Jean dans le noir. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/2020-06-24/appui-a-la-souverainete-une-saint-jean-dans-le-noir>
- Tilley, J. et Hobolt, S. B. (2011). Is the government to blame? An experimental test of how partisanship shapes perceptions of performance and responsibility. *The Journal of Politics*, 73(2), 316–330.
- Tossutti, L. (2007). *The electoral participation of ethnocultural communities*. Elections Canada.
- Vallée-Dubois, F., Dassonneville, R. et Godbout, J. (2020). About time: Age, period, and cohort effects on support for Quebec sovereignty. *Nations and Nationalism*, 26(2), 344–365.

Wong, A. (2011). The disquieting revolution: A genealogy of reason and racism in the Quebec press. *Global Media Journal – Canadian Edition*, 4(1), 145–162.

Zuckerman, A. (2005). *The social logic of politics: Personal networks as contexts for political behavior*. Temple University Press.

Annexe A : Codification des variables (Projet sur la diversité provinciale de 2014)

Valeurs politiques :

Rôle gouvernement vie : 1 = considère que le gouvernement joue un trop grand rôle dans la vie des citoyens ; 4 = considère que le gouvernement ne joue pas un assez grand rôle dans la vie des citoyens.

Programmes sociaux : 1 = considère que le gouvernement ne devrait pas investir dans les programmes sociaux plutôt que réduire les impôts, 4 = considère que le gouvernement devrait investir dans les programmes sociaux plutôt que réduire les impôts.

Rôle femmes : 1 = considère que la société se porterait mieux si plus de femmes restaient à la maison avec leurs enfants ; 4 = considère que la société ne se porterait pas mieux si plus de femmes restaient à la maison avec leurs enfants.

Mariage homosexuel : 1 = considère que le mariage entre personnes de même sexe ne devrait pas être permis ; 4 = considère que le mariage entre personnes de même sexe devrait être permis.

Droit avortement : 1 = considère que l'accès à l'avortement est trop facile aujourd'hui ; 4 = considère que l'accès à l'avortement n'est pas assez facile aujourd'hui.

Protection environnement : 1 = ne serait pas prêt à réduire sa qualité de vie pour protéger l'environnement ; 4 = serait prêt à réduire sa qualité de vie pour protéger l'environnement.

Identité et comportements politiques :

Confiance (provincial – fédéral) : -10 = est beaucoup plus confiant envers le gouvernement fédéral ; 10 = est beaucoup plus confiant envers le gouvernement provincial.

Attachement (Québec – Canada) : -10 = est beaucoup plus attaché au Canada ; 10 = est beaucoup plus attaché au Québec.

Identité (Québec) : 0 = ne se sent pas québécois d'abord ; 1 = se sent québécois d'abord.

Appui indépendance : 0 = est opposé à l'indépendance du Québec ; 1 = est en faveur de l'indépendance du Québec.

Proche PLQ : 0 = ne se sent pas plus proche du Parti libéral du Québec que des autres partis politiques provinciaux ; 1 = se sent plus proche du Parti libéral du Québec que des autres partis politiques provinciaux.

Proche PLC : 0 = ne se sent pas plus proche du Parti libéral du Canada que des autres partis politiques fédéraux ; 1 = se sent plus proche du Parti libéral du Canada que des autres partis politiques fédéraux.

Participation politique :

Vote (provincial) : 0 = n'a pas voté lors de l'élection provinciale de 2012 ; 1 = a voté lors de l'élection provinciale de 2012.

Vote (fédéral) : 0 = n'a pas voté lors de l'élection fédérale de 2011 ; 1 = a voté lors de l'élection fédérale de 2011.

Contact élu : 0 = n'a pas contacté un élu au cours des douze mois précédant le sondage ; 1 = a contacté un élu au cours des douze mois précédant le sondage.

Manifestation : 0 = n'a pas participé à une manifestation au cours des douze mois précédant le sondage ; 1 = a participé à une manifestation au cours des douze mois précédant le sondage.

Pétition : 0 = n'a pas signé une pétition au cours des douze mois précédant le sondage ; 1 = a signé une pétition au cours des douze mois précédant le sondage.

Boycottage : 0 = n'a pas boycotté un produit pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales au cours des douze mois précédant le sondage ; 1 = a boycotté un produit pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales au cours des douze mois précédant le sondage.

Langue :

Langue maison français : 0 = n'utilise pas le français à la maison ; 1 = utilise le français à la maison.

Langue contextes français (à la maison, au travail, avec les amis) : nombre de contextes dans lesquels le répondant utilise le français (0 à 3).

Statut d'immigrant :

Deuxième génération : 0 = est un immigrant de première génération ; 1 = est un immigrant de deuxième génération.

Années au Canada : nombre d'années vécues au Canada proportionnellement à l'âge du répondant.

Religion :

Athéisme : 0 = se dit religieux ; 1 = se dit athée ou affilié à aucune religion.

Islam : 0 = ne se dit pas musulman, 1 = se dit musulman.

Importance religion : 1 = considère que la religion n'est pas du tout importante dans sa vie ; 4 = considère que la religion est très importante dans sa vie.

Caractéristiques sociodémographiques :

Femme : 0 = n'est pas une femme (ou ne s'identifie pas comme tel), 1 = est une femme (ou s'identifie comme tel).

Âge : l'âge du répondant.

Université : 0 = n'a pas fréquenté l'université ; 1 = a fréquenté l'université.

Revenu (par année) : 1 = aucun revenu ; 2 = 1 000 \$ à 30 000 \$; 3 = 30 001 \$ à 60 000 \$; 4 = 60 001 \$ à 90 000 \$; 5 = 90 001 \$ à 110 000 \$; 6 = 110 001 \$ à 150 000 \$; 7 = 150 001 \$ à 200 000 \$; 8 = 200 000 \$ et plus.

Agglomération Montréal : 0 = n'habite pas dans l'agglomération de Montréal ; 1 = habite dans l'agglomération de Montréal.

Autres :

Contextes discrimination (par des propriétaires d'appartements, des collègues de travail ou des employeurs, des employés du gouvernement, des voisins, les forces policières) : nombre de contextes dans lesquels le répondant a été victime de discrimination au cours des cinq dernières années (0 à 5).

Annexe B : Codification des variables (Étude électorale canadienne de 2019)

Valeurs politiques :

Échelle gauche-droite : 1 = se dit très à gauche ; 10 = se dit très à droite.

Rôle gouvernement écart : 1 = considère que le gouvernement ne devrait pas prendre des mesures pour réduire les écarts entre les niveaux de revenus ; 5 = considère que le gouvernement devrait prendre des mesures pour réduire les écarts entre les niveaux de revenus.

Rôle femmes : 1 = considère que la société se porterait mieux si moins de femmes travaillaient à l'extérieur du foyer ; 5 = ne considère pas que la société se porterait mieux si moins de femmes travaillaient à l'extérieur du foyer.

Droits personnes homosexuelles : 1 = considère que moins devrait être fait pour les personnes homosexuelles ; 5 = considère que plus devrait être fait pour les personnes homosexuelles.

Valeurs familiales traditionnelles : 1 = considère qu'il n'y aurait pas moins de problèmes si on accordait plus d'importance aux valeurs familiales traditionnelles ; 5 = considère qu'il y aurait moins de problèmes si on accordait plus d'importance aux valeurs familiales traditionnelles

Protection environnement : 1 = considère que le gouvernement devrait investir moins d'argent public pour l'environnement ; 3 = considère que le gouvernement devrait investir plus d'argent public pour l'environnement.

Identité et comportements politiques :

Confiance (provincial - fédéral) : -3 = est beaucoup plus confiant envers le gouvernement fédéral ; 3 = est beaucoup plus confiant envers le gouvernement provincial.

Satisfaction (provincial - fédéral) : -3 = est beaucoup plus satisfait du gouvernement fédéral ; 3 = est beaucoup plus satisfait du gouvernement provincial.

Avis (Québec – Canada) : -10 = aime beaucoup plus le Canada que le Québec ; 10 = aime beaucoup plus le Québec que le Canada.

Appui indépendance : 0 = est opposé à l'indépendance du Québec ; 1 = est en faveur de l'indépendance du Québec.

Proche PLQ : 0 = ne se sent pas plus proche du Parti libéral du Québec que des autres partis politiques provinciaux ; 1 = se sent plus proche du Parti libéral du Québec que des autres partis politiques provinciaux.

Proche PLC : 0 = ne se sent pas plus proche du Parti libéral du Canada que des autres partis politiques fédéraux ; 1 = se sent plus proche du Parti libéral du Canada que des autres partis politiques fédéraux.

Participation politique :

Membre parti (provincial) : 0 = n'est pas membre d'un parti politique provincial ; 1 = est membre d'un parti politique provincial.

Vote (fédéral) : 0 = n'a pas voté lors de l'élection fédérale de 2019 ; 1 = a voté lors de l'élection fédérale de 2019.

Contact élu : 0 = n'a pas contacté un élu au cours des douze mois précédant le sondage ; 1 = a contacté un élu au cours des douze mois précédant le sondage.

Manifestation : 0 = n'a pas participé à une manifestation au cours des douze mois précédant le sondage ; 1 = a participé à une manifestation au cours des douze mois précédant le sondage.

Pétition : 0 = n'a pas signé une pétition au cours des douze mois précédant le sondage ; 1 = a signé une pétition au cours des douze mois précédant le sondage.

Boycottage : 0 = n'a pas boycotté un produit pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales au cours des douze mois précédant le sondage ; 1 = a boycotté un produit pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales au cours des douze mois précédant le sondage.

Langue :

Langue maison français : 0 = n'utilise pas le français à la maison ; 1 = utilise le français à la maison.

Statut d'immigrant :

Deuxième génération : 0 = est un immigrant de première génération ; 1 = est un immigrant de deuxième génération.

Années au Canada : nombre d'années vécues au Canada proportionnellement à l'âge du répondant.

Religion :

Athéisme : 0 = se dit religieux ; 1 = se dit athée ou affilié à aucune religion.

Islam : 0 = ne se dit pas musulman, 1 = se dit musulman.

Importance religion : 1 = considère que la religion n'est pas du tout importante dans sa vie ; 4 = considère que la religion est très importante dans sa vie.

Caractéristiques sociodémographiques :

Femme : 0 = n'est pas une femme (ou ne s'identifie pas comme tel), 1 = est une femme (ou s'identifie comme tel).

Âge : l'âge du répondant.

Université : 0 = n'a pas fréquenté l'université ; 1 = a fréquenté l'université.

Revenu (par année) : 1 = aucun revenu ; 2 = 1 000 \$ à 30 000 \$; 3 = 30 001 \$ à 60 000 \$; 4 = 60 001 \$ à 90 000 \$; 5 = 90 001 \$ à 110 000 \$; 6 = 110 001 \$ à 150 000 \$; 7 = 150 001 \$ à 200 000 \$; 8 = 200 000 \$ et plus.

Agglomération Montréal : 0 = n'habite pas dans l'agglomération de Montréal ; 1 = habite dans l'agglomération de Montréal.

Autres :

Sondage téléphonique : 0 = a répondu au sondage Web ; 1 = a répondu au sondage téléphonique.

Annexe C : Tableau 3 (avec le nombre de contextes dans lesquels les immigrants utilisent le français)

	<i>Valeurs politiques :</i>					
	Rôle gouv. vie (1-4)	Programmes sociaux (1-4)	Rôle femmes (1-4)	Mariage homosexuel (1-4)	Droit avortement (1-4)	Protection enviro. (1-4)
Contextes français	0,052 (0,047)	0,018 (0,053)	0,009 (0,056)	-0,107 (0,057)	-0,047 (0,053)	0,101* (0,051)
Deuxième gén.	0,236 (0,173)	-0,181 (0,190)	-0,189 (0,198)	0,151 (0,201)	0,189 (0,182)	-0,004 (0,179)
Années Canada	0,001 (0,002)	0,002 (0,002)	0,005* (0,002)	0,004 (0,003)	0,004 (0,002)	-0,001 (0,002)
Imp. religion	-0,156* (0,045)	-0,017 (0,051)	-0,216* (0,054)	-0,495* (0,055)	-0,239* (0,051)	0,106* (0,048)
Femme	0,068 (0,102)	-0,111 (0,116)	0,331* (0,120)	0,453* (0,126)	-0,037 (0,113)	-0,105 (0,109)
Âge	0,010 (0,005)	0,010 (0,006)	-0,001 (0,006)	-0,005 (0,006)	0,004 (0,005)	0,002 (0,005)
Université	0,105 (0,107)	-0,023 (0,122)	0,014 (0,125)	-0,094 (0,131)	0,370* (0,115)	-0,126 (0,114)
Revenu	0,0004 (0,042)	-0,090 (0,046)	-0,006 (0,048)	0,101* (0,051)	-0,067 (0,045)	-0,088* (0,044)
Agglo. Montréal	0,164 (0,104)	-0,034 (0,117)	-0,012 (0,119)	0,184 (0,129)	-0,040 (0,112)	-0,128 (0,110)
Ordonnée	1,678* (0,323)	2,694* (0,366)	3,279* (0,382)	3,756* (0,405)	2,336* (0,365)	2,506* (0,345)
Observations	301	291	296	283	261	301
R ²	0,090	0,032	0,122	0,352	0,187	0,064
R ² ajusté	0,062	0,001	0,095	0,330	0,157	0,035

Note :

*p < 0,05

Annexe D : Différences entre les valeurs politiques des immigrants de première génération et celles des autres citoyens du Québec (avec l'importance accordée à la religion)

	<i>Valeurs politiques :</i>					
	Rôle femmes (1-4)	Rôle femmes (1-4)	Mariage homosexuel (1-4)	Mariage homosexuel (1-4)	Droit avortement (1-4)	Droit avortement (1-4)
Première gén.	-0,200*	-0,003	-0,850*	-0,569*	-0,811*	-0,504*
	(0,061)	(0,065)	(0,062)	(0,062)	(0,066)	(0,068)
Imp. religion		-0,206*		-0,325*		-0,316*
		(0,022)		(0,021)		(0,023)
Ordonnée	3,147*	3,556*	3,508*	4,161*	2,748*	3,375*
	(0,025)	(0,051)	(0,025)	(0,048)	(0,027)	(0,052)
Observations	1757	1676	1729	1656	1608	1551
R ²	0,006	0,055	0,098	0,220	0,086	0,189
R ² ajusté	0,005	0,054	0,097	0,220	0,085	0,188

Note :

*p < 0,05

Annexe E : Tableau 7 (avec le nombre de contextes dans lesquels les immigrants utilisent le français)

	<i>Identité et préférences politiques :</i>					
	Confiance (prov. - féd.) (-10-10)	Attachement (QC - CA) (-10-10)	Identité (QC) (0-1)	Appui indépendance (0-1)	Proche PLQ (0-1)	Proche PLC (0-1)
Contextes français	0,600*	0,899*	0,063*	0,058*	-0,071*	-0,065*
	(0,155)	(0,198)	(0,020)	(0,024)	(0,029)	(0,027)
Deuxième gén.	0,181	-0,987	-0,072	-0,243*	0,120	0,055
	(0,549)	(0,697)	(0,072)	(0,084)	(0,103)	(0,094)
Années Canada	-0,005	0,021*	0,002	0,003*	-0,0002	0,001
	(0,007)	(0,009)	(0,001)	(0,001)	(0,001)	(0,001)
Athéisme	-0,134	-0,262	-0,103	0,032	-0,082	-0,118
	(0,619)	(0,747)	(0,075)	(0,090)	(0,108)	(0,101)
Islam	-1,429*	-0,744	-0,069	-0,015	0,142	0,066
	(0,397)	(0,510)	(0,051)	(0,060)	(0,075)	(0,068)
Imp. religion	-0,395*	-0,820*	-0,079*	-0,048	0,025	0,031
	(0,160)	(0,210)	(0,021)	(0,025)	(0,030)	(0,028)
Femme	0,757*	0,818	0,144*	-0,054	-0,065	-0,073
	(0,333)	(0,429)	(0,043)	(0,051)	(0,063)	(0,058)
Âge	0,015	0,066*	0,004*	-0,002	0,002	0,001
	(0,016)	(0,021)	(0,002)	(0,003)	(0,003)	(0,003)
Université	-0,269	-0,503	0,012	0,022	0,002	-0,074
	(0,352)	(0,455)	(0,045)	(0,054)	(0,066)	(0,061)
Revenu	-0,254	-0,151	-0,013	-0,013	0,035	0,045
	(0,134)	(0,172)	(0,017)	(0,020)	(0,025)	(0,023)
Agglo. Montréal	0,024	0,122	-0,067	-0,037	0,062	0,082
	(0,329)	(0,424)	(0,042)	(0,051)	(0,063)	(0,057)
Ordonnée	-0,290	-3,837*	0,070	0,313	0,256	0,180
	(1,076)	(1,393)	(0,139)	(0,169)	(0,204)	(0,188)
Observations	265	305	295	280	272	306
R ²	0,180	0,206	0,184	0,095	0,072	0,071
R ² ajusté	0,144	0,176	0,152	0,058	0,032	0,037

Note :

*p < 0,05

Annexe F : Tableau 7 (avec l'opinion des immigrants à l'égard de la *Charte des valeurs*)

	<i>Identité et préférences politiques :</i>					
	Confiance (prov. - féd.) (-10-10)	Attachement (QC - CA) (-10-10)	Identité (QC) (0-1)	Appui indépendance (0-1)	Proche PLQ (0-1)	Proche PLC (0-1)
Lang. maison français	1,063* (0,301)	1,312* (0,387)	0,113* (0,038)	0,042 (0,046)	-0,118* (0,057)	-0,052 (0,053)
Deuxième gén.	-0,148 (0,509)	-0,831 (0,656)	-0,119 (0,066)	-0,140 (0,077)	0,019 (0,098)	0,036 (0,090)
Années Canada	-0,003 (0,006)	0,017* (0,008)	0,002* (0,001)	0,002 (0,001)	0,001 (0,001)	0,001 (0,001)
Athéisme	-0,361 (0,538)	-0,327 (0,671)	-0,149* (0,067)	0,011 (0,080)	0,014 (0,097)	-0,034 (0,092)
Islam	-1,076* (0,368)	-0,192 (0,471)	-0,042 (0,047)	0,038 (0,055)	0,158* (0,070)	0,016 (0,065)
Imp. religion	-0,382* (0,151)	-0,660* (0,198)	-0,069* (0,020)	-0,013 (0,023)	0,017 (0,029)	0,045 (0,027)
Charte des valeurs	0,768* (0,354)	1,604* (0,452)	0,088 (0,045)	0,267* (0,053)	-0,107 (0,067)	-0,123* (0,062)
Femme	0,633* (0,307)	0,753 (0,393)	0,107* (0,039)	-0,042 (0,046)	-0,098 (0,058)	-0,155* (0,054)
Âge	-0,0004 (0,014)	0,039* (0,018)	0,0001 (0,002)	-0,005* (0,002)	0,004 (0,003)	0,003 (0,002)
Université	-0,237 (0,331)	-0,655 (0,428)	0,046 (0,042)	0,065 (0,050)	-0,051 (0,062)	-0,120* (0,059)
Revenu	-0,222 (0,123)	-0,026 (0,160)	0,002 (0,016)	-0,003 (0,019)	0,020 (0,023)	0,033 (0,022)
Agglo. Montréal	0,207 (0,307)	0,096 (0,398)	-0,056 (0,040)	-0,013 (0,047)	0,075 (0,059)	0,042 (0,055)
Ordonnée	0,520 (0,945)	-2,829* (1,218)	0,179 (0,122)	0,273 (0,144)	0,195 (0,180)	0,186 (0,168)
Observations	304	345	336	328	314	346
R ²	0,166	0,193	0,168	0,122	0,083	0,080
R ² ajusté	0,132	0,163	0,137	0,089	0,047	0,047

Note :

*p < 0,05

Annexe G : Tableau 13 (avec le nombre de contextes dans lesquels les immigrants utilisent le français)

	<i>Habitudes de participation politique :</i>					
	Vote (provincial) (0-1)	Vote (fédéral) (0-1)	Contact élu (0-1)	Manifestation (0-1)	Pétition (0-1)	Boycottage (0-1)
Contextes français	0,064* (0,028)	0,029 (0,027)	0,024 (0,018)	0,009 (0,019)	0,017 (0,027)	0,036 (0,024)
Deuxième gén.	-0,193 (0,099)	-0,109 (0,093)	0,134* (0,065)	-0,008 (0,068)	-0,049 (0,097)	0,114 (0,086)
Années Canada	0,005* (0,001)	0,005* (0,001)	-0,001 (0,001)	0,001 (0,001)	0,002 (0,001)	-0,0004 (0,001)
Imp. religion	-0,056* (0,026)	-0,045 (0,025)	0,003 (0,017)	0,023 (0,018)	-0,021 (0,026)	-0,022 (0,023)
Femme	-0,029 (0,059)	-0,012 (0,057)	-0,073 (0,039)	-0,001 (0,040)	-0,048 (0,058)	0,033 (0,052)
Âge	0,008* (0,003)	0,008* (0,003)	-0,0003 (0,002)	-0,001 (0,002)	-0,003 (0,003)	-0,002 (0,003)
Université	0,080 (0,061)	0,110 (0,058)	0,009 (0,041)	0,039 (0,042)	0,084 (0,061)	0,115* (0,054)
Revenu	0,076* (0,023)	0,085* (0,022)	0,007 (0,016)	-0,016 (0,016)	0,073* (0,024)	0,030 (0,021)
Agglo. Montréal	0,060 (0,059)	0,029 (0,057)	-0,017 (0,039)	-0,005 (0,040)	0,030 (0,058)	0,003 (0,052)
Ordonnée	-0,170 (0,194)	-0,145 (0,187)	0,102 (0,124)	0,065 (0,129)	0,216 (0,186)	0,141 (0,166)
Observations	244	239	315	314	309	311
R ²	0,205	0,219	0,033	0,016	0,070	0,049
R ² ajusté	0,174	0,188	0,004	-0,013	0,042	0,020

Note :

*p < 0,05

Annexe H : Tableau 13 (avec le nombre de contextes dans lesquels les immigrants se disent victimes de discrimination)

	<i>Habitudes de participation politique :</i>					
	Vote (provincial) (0-1)	Vote (fédéral) (0-1)	Contact élu (0-1)	Manifestation (0-1)	Pétition (0-1)	Boycottage (0-1)
Lang. maison français	-0,019 (0,067)	0,017 (0,063)	0,021 (0,045)	0,022 (0,044)	0,033 (0,061)	0,097 (0,054)
Deuxième gén.	-0,122 (0,115)	-0,027 (0,107)	0,159* (0,078)	-0,039 (0,077)	0,020 (0,108)	0,060 (0,095)
Années Canada	0,004* (0,002)	0,004* (0,001)	-0,0003 (0,001)	0,001 (0,001)	0,002 (0,001)	0,001 (0,001)
Imp. religion	-0,052 (0,031)	-0,046 (0,029)	0,003 (0,021)	0,021 (0,021)	0,007 (0,029)	-0,003 (0,026)
Femme	-0,123 (0,070)	-0,121 (0,066)	-0,075 (0,046)	0,041 (0,045)	-0,014 (0,063)	0,041 (0,056)
Âge	0,008* (0,003)	0,007* (0,003)	-0,00005 (0,002)	-0,001 (0,002)	-0,004 (0,003)	-0,001 (0,003)
Université	0,044 (0,071)	0,111 (0,067)	0,002 (0,048)	0,020 (0,048)	0,084 (0,066)	0,092 (0,059)
Revenu	0,061* (0,028)	0,090* (0,026)	0,019 (0,019)	-0,004 (0,019)	0,090* (0,027)	0,040 (0,024)
Agglo. Montréal	0,064 (0,071)	0,031 (0,066)	-0,008 (0,047)	-0,021 (0,046)	-0,010 (0,064)	0,003 (0,057)
Contextes discrimination	-0,015 (0,022)	-0,015 (0,020)	0,024 (0,015)	0,028 (0,014)	0,048* (0,020)	0,057* (0,018)
Ordonnée	0,122 (0,224)	0,015 (0,212)	0,053 (0,144)	-0,012 (0,142)	-0,001 (0,198)	-0,087 (0,176)
Observations	190	188	254	254	253	252
R ²	0,148	0,204	0,054	0,032	0,103	0,084
R ² ajusté	0,101	0,159	0,015	-0,008	0,066	0,046

Note :

*p < 0,05